

COLLOQUE INTERNATIONAL

"Analyses intégrées des inégalités et diagnostics éducatifs et professionnels genres depuis l'Afrique"

Organisé par

La Chaire UNESCO UM5R & IRD

**Pour l'égalité des genres dans l'éducation et l'emploi
scientifiques et techniques (GEST2E)**



20, 21 et 22 Mai 2026

Faculté des Sciences de l'Éducation,
Boulevard Mohammed Ben Abdellah Regragui,
Madinat Al Irfane – Rabat.

COLLOQUE INTERNATIONAL :
Analyses intégrées des inégalités
et diagnostics éducatifs et professionnels genrés depuis l'Afrique

organisé par
La Chaire UNESCO UM5R & IRD
Pour l'égalité des genres dans l'éducation et l'emploi scientifiques et techniques (GEST2E)

Dates : 20, 21 et 22 mai 2026
Lieu : Faculté des Sciences de l'Éducation – Rabat

1. Contexte général et objectifs du colloque :

Depuis plus d'une décennie, la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes s'est imposée comme un enjeu stratégique majeur dans les politiques publiques et les agendas internationaux, notamment dans le cadre des Objectifs du Développement Durable (ODD). En Afrique, des progrès significatifs ont été enregistrés dans l'accès des femmes à l'éducation et à l'emploi. Toutefois, des inégalités majeures subsistent dans les parcours de formation, d'insertion et de progression professionnelle des femmes, en particulier dans les domaines scientifiques et technologiques, qui constituent pourtant des leviers essentiels du développement économique et social du continent.

Par ailleurs, dans un contexte marqué par des transformations rapides des systèmes de production des connaissances, les questions sur la capacité des sciences à répondre aux défis globaux socio-environnementaux, la recherche de solutions durables ancrées dans les territoires et connectées à l'international, la participation pleine des femmes dans tous les domaines scientifiques, techniques et d'innovation est un enjeu central pour construire des solutions techniques et politiques et voir émerger des sociétés équitables et inclusives.

Or la formation des femmes dans les institutions d'enseignement supérieur, leur emploi dans les espaces de recherche et d'innovation ainsi que leur accès et parcours dans les carrières scientifiques, technologiques, notamment dans les postes hautement qualifiées et décisionnels demeurent encore insuffisamment analysés par la recherche sous l'angle du genre, en particulier dans les contextes africains, où les dynamiques, les contraintes et les leviers d'action restent à documenter de manière approfondie.

C'est dans ce cadre que s'inscrit **le colloque *Analyses intégrées et diagnostics éducatifs et professionnels genrés depuis l'Afrique***. Celui-ci marque une première étape de partage des travaux de [La Chaire UNESCO pour l'égalité des genres dans l'éducation et l'emploi scientifiques et techniques](#), associant **l'Université Mohamed V (FSE, Rabat)** et **l'Institut de recherche pour le Développement (IRD, Paris)**, en particulier les activités de recherche du programme GESTA « Genrer les diagnostics éducatifs et professionnels depuis l'Afrique » initiées en 2025.

Ce programme ambitionne de :

- 1/ faire mieux connaître les inégalités dont les femmes font l'expérience au cours de leur formation, leur insertion et leur parcours professionnels ;
- 2/ appuyer les politiques publiques et les acteurs économiques visant la promotion des femmes en particulier dans l'éducation et la formation scientifiques et technologiques ;
- 3/ alimenter les recherches et les formations dans le champ des études de genre et sur les femmes en questionnant l'importance des approches sexospécifiques dans la production des connaissances et la requalification des savoirs portés par les femmes scientifiques et technologues pour répondre aux défis globaux ;
- 4/ créer l'Observatoire international : « Genrer les diagnostics éducatifs et professionnels depuis l'Afrique ».

Dans ce cadre, ce colloque constitue une étape importante puisqu'il partagera à la fois les premiers résultats des études exploratoires initiées au Maroc en 2025 et engagera un dialogue scientifique et pluridisciplinaire entre les chercheuses et chercheurs spécialistes des thématiques. Ce croisement de regard entre une pluralité d'acteurs affilié.e.s à des institutions africaines et/ou y travaillant ainsi qu'avec les acteurs institutionnels nationaux, internationaux, économiques, sociaux engagés dans la thématique, permettra de ainsi **de construire un cadre de réflexion partagé et participatif à l'échelle continentale autour des enjeux d'égalité de genre dans la formation, la recherche et les carrières scientifiques et technologiques et d'aboutir à une première publication collective.** Le colloque sera organisé autour des 6 axes thématiques et des trois tables rondes ci-dessous :

Axe 1 : Produire des connaissances scientifiques sur les enjeux d'égalité entre les femmes et les hommes et les rapports de genre au service de l'action publique depuis l'Afrique.

L'axe 1 vise à faire mieux connaître les travaux scientifiques s'inscrivant dans le domaine des études sur le genre et sur les femmes et menés dans les institutions de recherche en Afrique. Si leur contribution à la compréhension des inégalités et des discriminations dont les femmes font l'expérience est majeure, les spécialistes qui les portent y dénoncent de plus en plus la manière dont leurs travaux restent trop souvent marginalisés au niveau international par un maternalisme et une hégémonie des savoirs produits en Occident. Ceux-ci invisibilisent bien souvent toute possibilité non seulement de rendre compte des réalités des expériences de vie des femmes et des rapports de genre en contexte situé mais aussi la reconnaissance de ces travaux au niveau international. C'est le constat de cette double injustice à la fois sociale et épistémique qui conduit le programme GESTA à ouvrir le débat et à commencer à dresser collectivement les contours d'un état des lieux des productions scientifiques sur les femmes et sur le genre depuis l'Afrique en contexte situé pour appuyer l'action publique en faveur de l'émancipation des femmes en Afrique.

Axe 2 : Produire et utiliser les données et statistiques institutionnelles genrées en appui à l'action publique en Afrique.

L'axe 2 vise à contribuer aux échanges sur les conditions permettant d'exploiter les données institutionnelles à l'aide de méthodes quantitatives (analyses statistiques, cartographie, modélisations) pour mettre en lumière l'importance de dépasser une vision purement technique des données quantitatives dans les activités de recherche. L'axe 2 interroge ainsi la manière dont les données administratives sont produites par les institutions, leurs biais, et les conditions méthodologiques, analytiques et institutionnelles nécessaires pour permettre la compréhension

des mécanismes d'inégalités de genre et appuyer l'orientation des politiques publiques de promotion sociale et professionnelle des femmes en Afrique. L'accent sera mis sur une des dimensions suivantes ou plusieurs d'entre elles en les combinant : 1/ la qualité des données, les biais et la triangulation des sources et des méthodes ; 2/ la complémentarité entre données administratives, enquêtes et recensements; 3/ les méthodes analytiques permettant de passer des données aux diagnostics (révéler les patterns, comprendre les déterminants et les mécanismes sociaux) ; 4/ enfin, la portée politique, l'utilité sociale et les limites des approches quantitatives pour réduire concrètement les inégalités.

Axe 3 : Interroger l'égalité des genres dans les formations scientifiques et techniques de la fin du cycle secondaire à l'enseignement supérieur en contexte africain.

L'axe 3 vise à alimenter les débats sociétaux et académiques contemporains sur les aspirations universelles et spécificités culturelles de la formation depuis la fin du cycle secondaire (Baccalauréat et équivalent) jusqu'au doctorat ainsi que la persistance des stéréotypes de genre, de normes et de pratiques éducatives qui continuent à freiner les parcours des filles. Partant de ce constat, l'axe 3 propose d'interroger l'égalité entre les femmes et les hommes dans les formations scientifiques et techniques de la fin du cycle secondaire à l'enseignement supérieur en contexte africain. Il s'agira premièrement d'amener des éléments de compréhension sur la place des femmes de la fin du cycle secondaire à l'enseignement supérieur. Un intérêt particulier pourra être porté sur les opportunités dont elles se saisissent et les obstacles auxquelles elles sont confrontées et sur les stratégies qu'elles mettent en place pour s'adapter et/ou résister dans des systèmes de formation qui restent globalement plus favorables aux hommes, notamment les formations scientifiques et techniques. Deuxièmement, il s'agira de créer un espace de discussion avec une dimension comparative à l'échelle de l'Afrique afin de contribuer à appuyer une orientation plus inclusives des politiques d'éducation et de formation et promouvant l'équité en particulier dans domaines étudiés.

Axe 4 : Genre, migration et inégalités d'accès à l'enseignement supérieur : Une analyse intersectionnelle des mobilités intra-africaines dans les parcours de formation.

Depuis une quinzaine d'années, le Maroc s'affirme comme une destination régionale d'accueil des étudiant.e.s provenant d'autres pays africains. Si cette dynamique s'inscrit dans des stratégies nationales et panafricaines de coopération académique, elle révèle également de fortes inégalités d'accès, de parcours et de réussite, particulièrement marquées par le genre. Cet axe propose d'élargir la focale, au-delà du Maroc, en ouvrant une discussion sur les mobilités intra-africaines dans les parcours de formation des étudiantes. L'objectif de contribuer d'une part à une meilleure compréhension des inégalités de genre dans les mobilités étudiant.e.s Sud-Sud, encore peu documentées dans les travaux scientifiques portant sur les migrations, l'éducation et les politiques publiques de coopération en Afrique. D'autre part, il s'agira d'ouvrir la réflexion sur les leviers institutionnels et pédagogiques susceptibles de renforcer l'égalité des genres dans l'accès aux formations scientifiques et techniques en Afrique. En croisant questions de formation, de genre et de mobilité pour étude, cet axe donnera place aux travaux portant sur : les parcours de formation en migration des femmes en les comparant à ceux des hommes ; les politiques et dispositifs de coopération intra-africains de mobilité des étudiant.e.s ; les perceptions de soi et les représentations sociales et leurs effets sur les parcours de formation différenciées entre les femmes et les hommes.

Axe 5 : Les Femmes dans les métiers d'ingénieurs, de recherche et d'innovation et de cadres supérieurs scientifiques et techniques en Afrique.

En Afrique, les femmes commencent progressivement à prendre place dans les métiers d'ingénieurs, de direction dans l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation ainsi que plus généralement dans les métiers de cadres supérieurs. Cependant la situation reste très contrastée d'un pays à l'autre. Selon les données de l'UNESCO, alors que les pays du Maghreb affichent les taux des femmes ingénieures diplômées parmi les plus élevés (Algérie 48,5%, Tunisie 44,2%, Maroc 42,2%) par rapport à la moyenne mondiale (28%), la présence des femmes dans les emplois d'ingénieurs demeure bien inférieure comparée à celle des hommes dans beaucoup de pays. Nos premières enquêtes qualitatives exploratoires menées au Maroc confirment ce constat et apportent déjà quelques éléments de compréhension sur les expériences de discriminations vécues par les femmes au cours de leur parcours professionnel. Cet axe propose d'élargir ces questionnements à l'emploi hautement qualifié et à l'échelle de l'Afrique, en interrogeant les conditions d'insertion et d'évolution des carrières professionnelles des femmes et des hommes dans les métiers d'ingénieurs, de recherche, d'innovation et de cadres scientifiques et technologiques du fait des normes inégalitaires de genre et de l'hégémonie de la masculinité qui traversent tous les domaines de la vie sociale. La priorité sera donnée aux communications explorant les parcours socio-professionnels de femmes et/ou comparant les hommes et les femmes dans différents pays d'Afrique ainsi qu'aux communications portant sur les dispositifs mis en place par les différents acteurs concernés pour favoriser l'inclusion et l'équité dans les lieux de travail.

Axe 6 : Approches mixtes et analyses intégrées pour comprendre les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur et à l'emploi et appuyer les politiques publiques en Afrique

L'objectif est de mettre en lumière comment la complémentarité d'approches mixtes peut permettre d'aboutir à des analyses intégrées des inégalités de genre (ODD 5 et 10), notamment dans l'accès à l'enseignement supérieur et à l'emploi pour les hommes et les femmes (ODD 4, 5 et 8). L'axe 6 explorera ainsi comment l'articulation d'approches méthodologiques mixtes – combinant analyses quantitatives (descriptives, cartographiques, analyses multivariées) et enquêtes qualitatives (socio-anthropologiques, entretiens, études de cas) – permet d'entrer dans la complexité des inégalités et les rapports de genre et produire des diagnostics robustes et opérationnels indispensables aux prises de décision pour la construction d'une société juste et inclusive. Cet axe questionnera de façon croisée comment l'intégration de méthodes quantitatives et qualitatives permet d'objectiver les parcours, de mieux cibler les publics, d'identifier et de caractériser les déterminants multidimensionnels des inégalités en Afrique. Trois enjeux clés seront abordés : 1/ La complémentarité des sources et des méthodes ; 2/ Les approches analytiques pour passer des données aux diagnostics ; 3/ L'intégration des approches mixtes pour une compréhension multidimensionnelle ; 4/ La portée politique et l'utilité sociale. Cet axe mettra ainsi en lumière l'importance de dépasser une vision purement technique des données pour privilégier une approche intégrée centrée sur l'analyse, l'interprétation et la complémentarité méthodologique.

Le colloque donnera aussi la place à trois tables rondes qui s'inscrivent dans les dispositifs multi-acteurs participatifs, partenariaux et durables, comme modalités privilégiées de dialogue entre milieux académiques, acteurs institutionnels nationaux et internationaux, acteurs économiques et société civile. Le colloque sera ainsi un moment et un espace d'échange multi-acteurs, pour partager la manière dont les différentes actions publiques, les programmes et les actions mis en place participent à lutter contre les inégalités dont les femmes font l'expérience et à promouvoir les femmes dans l'éducation et l'emploi scientifiques et techniques.

Ces tables rondes seront organisées par catégorie d'acteurs et d'actrices autour de trois axes :

- 1/ Le partage de la vision et de la sensibilité sur la place des femmes dans les domaines d'activité ou secteurs dont ces acteurs et actrices ont la responsabilité ;
- 2/ Le partage de leurs expériences, de leurs actions et de la stratégie de leur institution, organisation ou entreprise ;
- 3/ Le partage de leur vision à venir et/ou ce qu'ils ou elles souhaiteraient mettre en place pour rendre la société ou plus particulièrement leurs domaines ou secteurs d'activité plus inclusifs.

Il s'agit des trois tables rondes suivantes :

- Table ronde 1 : L'égalité des genres dans les politiques publiques de formation.

En rassemblant acteurs institutionnels nationaux et internationaux, cette première table ronde vise à faire mieux connaître l'action publique en faveur de la promotion des femmes, à échanger avec les milieux académiques sur la production de savoirs et sur leur mise à disposition pour améliorer les conditions de formation des femmes au Maroc.

- Table ronde 2 : Égalité de genre et société civile

Cette seconde table ronde sera dédiée à la société civile et aux partenaires sociaux pour partager les expériences de terrain pour la lutte contre les discriminations et les inégalités dont les femmes font l'expérience dans les domaines de l'éducation et de l'emploi. Elle sera principalement focalisée sur les relations et la circulation des savoirs entre actions sur le terrain, production de connaissances scientifiques et actions publiques pour en souligner l'état actuel, en comprendre les mécanismes.

- Table ronde 3 : L'égalité de genre dans le secteur économique

Cette troisième table ronde vise à mieux comprendre les contributions des femmes aux économies nationales ainsi que les visions et stratégies des entreprises nationales pour promouvoir les femmes dans le développement économique nationale. Elle rassemblera donc les acteurs et actrices économiques et leurs représentants dans différents secteurs d'activité économique au Maroc dont ceux qui ont historiquement structuré l'économie marocaine, ceux qui vivent un essor important ainsi que ceux qui compteront dans les années à venir pour partager leur vision et leur sensibilité sur la place des femmes dans leurs secteurs d'activité et informer sur leurs stratégies pour rendre leur entreprise et/ou leur secteur d'activité plus inclusif.

En ce sens, ces tables rondes constituent un espace pour donner la parole aux acteurs et actrices institutionnels nationaux et internationaux, économiques et de la société civile pour mieux comprendre comment la recherche scientifique pourrait produire davantage de connaissances directement mobilisables pour l'action publique qui vise l'égalité des genres dans la formation et l'emploi, en particulier dans les domaines scientifiques et techniques.

- Coordination du colloque :**

Pr. Mina KLEICHE-DRAY, Directrice de Recherche IRD, co-titulaire de la Chaire UNESCO GEST2E.

Pr. Fatima OUAHMI, Professeur Chercheur FSE, co-titulaire de la Chaire UNESCO GEST2E.

- Comité Scientifique :**

BA GNING SADIO (UGB, SÉNÉGAL)	LANGE MARIE-FRANCE (IRD, FRANCE)
BARRERE ANNE (UPC, FRANCE)	LEBEAU YANN (UNIVERSITY OF EAST ANGLIA, U.K)
BASSOU NAJAT (UM5R, MAROC)	MAROUB FADOUA (UNIVERSITE IBN TOFAIL, MAROC)
BAVA SOPHIE (IRD, FRANCE)	MELLAKH KAMAL (UH2C, MAROC)
DIDOU SYLVIE (CINVESTAV, MEXIQUE)	MIANDA GERTRUDE (YORK UNIVERSITY, CANADA)
DIENG RAMA SALLA (UNIVERSITY OF EDINBURGH, U.K)	NADIFI RAJAA (UH2C, MAROC)
DOUKKALI SANAA (UH2C, MAROC)	ONIBON YVETTE (UNIVERSITE DE PARAKOU, BENIN)
EBOKO FRED (IRD, FRANCE)	OUAHMI FATIMA (UM5R, MAROC)
EL GHAZOUANI DRISS (UM5R, MAROC)	PILON MARC (IRD, FRANCE)
EL FAIZ ZAKARIA (HCP)	RAVALIHASY ANDRAINLOLO (IRD, FRANCE)
GASTINEAU BENÉDICTE (IRD, FRANCE)	SALIME ZAKIA (RUTGERS UNIVERSITY, USA)
GUERIN ISABELLE (IRD, FRANCE)	SAMUEL BORIS (IRD, FRANCE)
GUIDI PIERRE (IRD, FRANCE)	SANE IBOU (UGB, SENEGAL)
HADDOU RAHOU BOUCHRA (UM5R, MAROC)	SCARFÓ GRAZIA (EHTP, MAROC)
KADIRI ZAKARIA (UH2C, MAROC)	VETE-CONGOLO HANÉTHA (BOWDOIN COLLEGE, USA)
KIDAI ABDELATIF (UM5R, MAROC)	ZIRARI HAYAT (UH2C, MAROC)
KLEICHE-DRAY MINA (IRD, FRANCE)	ZOUIRI SARA (HCP)

PROGRAMME

Mercredi 20 mai 2026		
Accueil des participants		8h30 - 9h00
Cérémonie officielle d'ouverture	Allocutions officielles Fatima OUAHMI (FSE-UM5R) et Mina KLEICHE-DRAY (Ceped-IRD, Paris), co-titulaires de la Chaire UNESCO GEST2E Professeur Mohammed BOUCHEKOURTE, Vice-doyen chargé de la recherche scientifique et de la coopération, FSE-UM5R. Monsieur Sylvain CLOUPET, Représentant de l'IRD au Maroc. Monsieur TERENCE SERBIN, Institut Français - SCAC Ambassade de France. Monsieur Jean-Philippe THOUARD, AUF Directeur Régional Afrique du Nord.	9h00 - 9h30
Table ronde 1	L'égalité des genres dans les politiques publiques de formation. Coordination : Mina KLEICHE-DRAY (Ceped-IRD, Paris) et Fatima OUAHMI (FSE-UM5R) Modération : Ilham LAAZIZ (Direction des Ressources Pédagogiques et Numériques-MENPS) et Sanaa ZEBAKH (Université Ibn Tofail). Invité.e.s : Madame Hélène GUIOL, Cheffe de la Section Education – UNESCO Madame Ilham BENRHANNOU, Directrice des Études Prospectives, des Statistiques et de la Planification (DEPSP), Direction Générale de la Planification, des Ressources et de la Contractualisation, Ministère de l'Éducation Nationale, du Préscolaire et des Sports Monsieur Fouad CHAFIKI, Secrétaire Général du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique	9h30 - 10h30

Pause-café : 10h30 - 10h45	
Axe 1 : Produire des connaissances scientifiques sur les enjeux d'égalité entre les femmes et les hommes au service de l'action publique depuis l'Afrique. (bilingue Français & Espagnol) Coordonnatrices : Sanaa DOUKALI (FSJES, UH2C) et Mina KLEICHE-DRAY (Ceped-IRD) Discussion : Rajaa NADIFI (UH2C) et Safaa MONQID (UP3 Sorbonne Nouvelle)	10h45 - 12h45
Sanaa DOUKALI (UH2C) et Mina KLEICHE-DRAY (Ceped-IRD), <i>Les savoirs sur les femmes et le genre : un état des lieux de la production scientifique genrée et contextualisée.</i>	10h45 - 11h00
Safaa MONQID (UP3 Sorbonne Nouvelle), <i>Genre, espaces urbains et inégalités en Afrique : savoirs situés et enjeux épistémiques.</i>	11h00 - 11h15
Rajae EL KHAMSI (UM5R), <i>Production scientifique sur les femmes et réforme de la Moudawana au Maroc.</i>	11h15 - 11h30
Aboudi VANESSA (Université de Yaoundé II), <i>La recherche féministe et sur le genre au Cameroun : dynamiques d'engagement des femmes et conditions de production des savoirs.</i>	11h30 - 11h45
Yvette ONIBON (Université de Parakou), <i>Inégalités entre les sexes dans les STEM : focus sur les sciences agricoles dans les universités publiques et les unités de recherche d'Afrique de l'Ouest.</i>	11h45 - 12h00
Débat	12h00 - 12h45
Pause-déjeuner : 12h45 – 14h00	
Axe 2 : Produire et utiliser les données et statistiques institutionnelles générées pour l'action publique africaine. Coordination : Andrainolo RAVALIHASY (Ceped-IRD), Sara ZOUIRI et Zakaria EL FAIZ (HCP) Discussion : Éric VERDIER (AMU) et Marc PILON (Ceped-IRD)	14h00 - 16h00
Andrainolo RAVALIHASY (Ceped-IRD), Chaimae DRIQUI (INSEA), Sara ZOUIRI (HCP), Zakaria EL FAIZ (HCP), <i>De l'enseignement supérieur au marché de l'emploi au Maroc : cartographie des trajectoires féminines à partir de données institutionnelles.</i>	14h00 - 14h15
Abdelouhad BENSASSI (FSE-UM5R), <i>Les paradoxes de l'égalité de genre dans les politiques publiques marocaines : analyse statistique des rapports budgétaires sensibles au genre (2010-2026).</i>	14h15 - 14h30
Jean-François KOBIANE (ISSP, Université de Ouagadougou) et Marc PILON (Ceped-IRD), <i>Analyser les parcours étudiants à partir des dossiers d'inscription : illustration des potentialités d'une source administrative au Burkina Faso.</i>	14h30 - 14h45
Christian KAKUBA (Université de Makerere), <i>L'avantage de 1,5 point accordé aux étudiantes à l'université Makerere depuis 1990 : implications pour les inscriptions, les programmes universitaires et l'achèvement des études.</i>	14h45 - 15h00
Madon AWISSI (Université McGill et Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), Sénégal), <i>Données statistiques et compréhension des rapports de genre : réflexion à partir du cas sénégalais.</i>	15h00 - 15h15
Débat	15h15 – 16h00

Table ronde 2	Égalité de genre et société civile Coordination : Fadoua MAROUB (Université Ibn Tofail) et Fatima Ouahmi (FSE-UM5R) Invité.e.s : Madame Salima HALOUI, Réseau des Associations des Écoles de la 2ème Chance Maroc. Madame Amina LOTFI, Association Démocratique Femmes du Maroc (ADFM). Madame Samira RAISS, Union Marocaine du Travail (UMT). Madame Aïcha ZÄÏMI SAKHRI, Association pour la Promotion de la Culture de l'Égalité (APCE).	16h00 - 17h15
Jeudi 21 mai 2026		
Axe 3 : Interroger l'égalité des genres dans la formation scientifique et technique de la fin du cycle secondaire à l'enseignement supérieur en contexte africain.		9h00 - 12h00
Coordination : Najat BASSOU (FSE-UM5R), Kamal MELLAKH (FLSH-UH2C)		
Discussion : Kawtara ELOMARI (FSE-UM5R), Yvette ONIBON (Université de Parakou), Jean-Alain GOUDIABY (Université Assane Seck de Ziguinchor)		
Najat BASSOU, Mostafa OUSSERAR, Wahiba EL AMRANI (FSE-UM5R), <i>Parcours d'étudiantes de premier cycle dans les cursus scientifiques : Cas de la Faculté des Sciences de Rabat.</i>		9h00 - 9h15
Ouafae AIT ALLAL, Fatima OUAHMI, Driss EL GHAZOUANI (FSE-UM5R), <i>« Enjeux des inégalités de genre dans les parcours des élèves des filières scientifiques dans un lycée tangerois »</i>		9h15 - 9h30
Saadeddine IGAMANE (Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès), <i>Étudier et travailler dans le numérique informel et inégalités de genre au Maroc.</i>		9h30 - 9h45
Hamidou DIA (Ceped-IRD), <i>Femmes universitaires sénégalaises : une élite minorisée dans un contexte de fortes contraintes.</i>		9h45 - 10h00
Princesse KAFANDO (Université Joseph Ki-Zerbo), <i>Dynamiques de genre et transition vers le doctorat au Burkina Faso : une analyse qualitative des parcours féminins.</i>		10h00 - 10h15
Pause-café 10h15 – 10h30		
Imane HLATOU (FSE & CSEFRS), <i>Genre et accès aux formations scientifiques d'élite : le cas des classes préparatoires au Maroc.</i>		10h30 - 10h45
Kamal MELLAKH (FLSH-Mohammedia, UH2C), <i>Les filles dans les écoles marocaines d'ingénieurs : de l'invisibilisation à l'ascension</i>		10h45 - 11h00
Linda GARDELLE (ENSTA, Institut Polytechnique de Paris), <i>Construire une identité d'ingénieure au Maghreb à l'heure des transitions socio-écologiques.</i>		11h00 - 11h15
Débat		11h15 - 12h00

Axe 4 : Genre, migration et inégalités d'accès à l'enseignement supérieur : Une analyse intersectionnelle des mobilités intra-africaines dans les parcours de formation. (bilingue Français & Anglais) Coordination : Driss EL GHAZOUANI (FSE-UM5R) et Amal BOUSBAA (FLSH-UH2C) Discussion : Madon AWISSI (Université McGill, et Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), Sénégal) et Rita KASA (IES-UM6P)	12h00 - 13h45
Hiba ABGHACH et Driss EL GHAZOUANI (FSE-UM5R) <i>Parcours universitaires et mobilités intra-africaines : une analyse intersectionnelle des expériences des étudiantes Subsahariennes au Maroc.</i>	12h15 - 12h30
Alexis CLOTAIRE NEMOBY BASSOLE (Université Joseph KI-ZERBO) <i>Genre et inégalités d'accès à l'enseignement supérieur au Burkina Faso : cas des filles admises au Baccalauréat à l'étranger.</i>	12h30 - 12h45
Hicham JAMID (Université de Neuchâtel), <i>Le Maroc au carrefour des mobilités étudiantes : entre attractivité régionale et circulations internationales.</i>	12h45 - 13h00
Débat	13h00 - 13h45
Pause-déjeuner : 13h45 – 14h30	
Axe 5 : Les Femmes dans les métiers d'ingénieurs, de recherche et d'innovation et de cadres supérieurs scientifiques et techniques en Afrique Coordination : Grazia SCARFÓ (EHTP) et Kamal MELLAKH (FLSH-UH2C) Discussion : Linda GARDELLE (ENSTA, Institut Polytechnique de Paris), Saadeddine IGAMANE (Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès)	14h30 - 16h30
Grazia SCARFÓ (EHTP), <i>Femmes ingénieurs : la discrimination professionnelle de genre dans les faits et à la lumière de la perception des actrices.</i>	14h30 - 14h45
Paule BILE (Université catholique d'Afrique centrale), <i>Visibilité et employabilité des femmes dans les métiers de l'ingénieur. Une exploration des trajectoires socio-professionnelles des femmes ingénieures en Afrique centrale.</i>	14h45 - 15h00
Insiata-Goïta OUATTARA KANNDANAN (École normale supérieure d'Abidjan), <i>Les filles en écoles d'ingénieur de l'INPHB : Origine, obstacles et défis.</i>	15h00 - 15h15
Hamza GUELZIM et Manal EI ABOUBI (UM5R) <i>Devenir codeuses : l'éducation des femmes au Maroc.</i>	15h15 - 15h30
Madeleine WAYACK-PAMBÉ (Université Joseph Ki-Zerbo), <i>Des trajectoires scolaires aux carrières académiques : accès des femmes aux carrières académiques au Burkina Faso et au Tchad.</i>	15h30 - 15h45
Débat	15h45 - 16h30
Pause-café : 16h30 – 16h45	

Table ronde 3	L'égalité de genre dans le secteur économique Coordination: Monsieur Mohamed SMANI (R&D Maroc) et Mina KLEICHE-DRAY (Ceped-IRD) Modération : Monsieur Mohamed SMANI (R&D Maroc) et Madame Fadwa ETTALBI (R&D Maroc) Invité.e.s : Madame Nassima ASSOUGDAM (AstraZeneca) Madame Asmae BELLAKHDER (SONASID) Madame Aziza LHADAD (Lesieur Cristal) Monsieur Gilles REANT (HPS) Madame Lamya Taimouri (Crédit Agricole du Maroc)	16h45 - 18h15
Vendredi 22 mai 2026		
Axe 6 : Approches mixtes et analyses intégrées pour comprendre les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur et à l'emploi et appuyer les politiques publiques en Afrique	Coordination : Sara ZOUIRI (HCP), Zakaria ELFAIZ (HCP) et Andrainolo RAVALIHASY (Ceped-IRD, UPC) Discussion : Paule BILE (Université catholique d'Afrique centrale), Insiata-Goïta OUATTARA KANNDANAN (École normale supérieure d'Abidjan)	9h00 - 10h45
Sara ZOUIRI (HCP) et Zakaria EL FAIZ (HCP), <i>Participation des femmes au marché du travail au Maroc : Approches mixtes et diagnostic des inégalités d'emploi.</i>		9h00 - 9h15
Jean-Alain GOUDIABY (Université Assane Seck de Ziguinchor), <i>Accéder à l'enseignement supérieur quand on est femme : penser les carrières étudiantes au Sénégal entre dimensions familiales, disciplinaires et géographiques.</i>		9h15 - 9h30
Éric VERDIER (Cnrs, Aix-Marseille Université, LEST), <i>Les apports d'une méthode mixte à la connaissance des parcours d'apprentissage des lauréat.e.s de la formation professionnelle au Maroc : quelles leçons pour l'action publique ?</i>		9h30 - 9h45
Madeleine WAYACK -PAMBÈ (Université Joseph Ki-Zerbo), <i>L'expertise collective comme dispositif de production d'un savoir intégré sur la participation des femmes à l'ESR au Tchad.</i>		9h45 - 10h00
Débat		10h00 - 10h45
Pause-café		10h45 - 11h00
Cérémonie de clôture du colloque		11h00 - 11h30

Programme avec Résumés

Mercredi 20 mai 2026

Activité	Axes et Tables rondes	Horaires
Table ronde 1	Coordination : Mina KLEICHE-DRAY (Ceped-IRD, Paris) et Fatima OUAHMI (FSE-UM5R) Modération : Ilham LAAZIZ (Direction des Ressources Pédagogiques et Numériques-MENPS) et Sanaa ZEBAKH (Université Ibn Tofail). Invité.e.s : Madame Hélène GUIOL, Cheffe de la Section Éducation – UNESCO. Madame Ilham BENRHANNOU, Directrice des Études Prospectives, des Statistiques et de la Planification (DEPSP), Direction Générale de la Planification, des Ressources et de la Contractualisation, Ministère de l'Éducation Nationale, du Préscolaire et des Sports Monsieur Fouad CHAFIQI, Secrétaire Général du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique. Eu égard au rôle joué par les acteurs institutionnels nationaux et internationaux dans la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, vise à faire mieux connaître l'action publique en faveur de la promotion des femmes et leur permettre d'échanger avec les milieux académiques sur la production de savoirs et sur leur mise à disposition pour améliorer les conditions de formation des femmes au Maroc.	9h30 - 10h30
Pause-café : 10h30 - 10h45		

Axe 1 : Produire des connaissances scientifiques sur les enjeux d'égalité entre les femmes et les hommes au service de l'action publique depuis l'Afrique. <i>(bilingue Français & Espagnol)</i> Coordonnatrices : Sanaa DOUKALI (FSJES, UH2C) et Mina KLEICHE-DRAY (Ceped-IRD) Discussion : Rajaa NADIFI (UH2C) et Safaa MONQID (UP3Sorbonne Nouvelle)	10h45 - 12h45
Sanaa DOUKALI (UH2C) et Mina KLEICHE-DRAY (Ceped-IRD), <i>Les savoirs sur les femmes et le genre : un état des lieux de la production scientifique genrée et contextualisée.</i> Cette communication vise à faire mieux connaître la production des savoirs sur les femmes et le genre à travers l'analyse des publications dédiées. La méthode proposée est une analyse bibliométrique genrée et contextualisée mobilisant le fonds documentaire spécialisé dans les sciences humaines et sociales et les études islamiques sur le Maghreb et l'Occident musulman de la Fondation Al Saoud, située à Casablanca. La méthodologie est basée sur le croisement de la production scientifique portée à la fois par les femmes, les hommes, en contextes national et international. Il s'agira de comparer les rythmes des publications, d'identifier et de caractériser les supports de publication, de révéler les protagonistes, les disciplines les plus investies, les domaines de recherche les plus dynamiques, les thématiques et les objets de recherche les plus saillants. Cette méthode ne vise donc pas seulement à produire des résultats quantitatifs, elle construit une méthode ad hoc attentive aux asymétries, aux polarisations par le Nord ainsi qu'à la vision androcentrée de la production scientifique pour rendre plus visible et de façon différenciée les travaux portant sur les expériences de vie des femmes en contexte situé.	10h45 - 11h00
Safaa MONQID (UP3Sorbonne Nouvelle), <i>Genre, espaces urbains et inégalités en Afrique : savoirs situés et enjeux épistémiques.</i> Au cours des deux dernières décennies, les recherches portant sur le genre et les espaces urbains en Afrique ont connu un développement significatif, contribuant à renouveler l'analyse des inégalités et des rapports de pouvoir dans la ville. Cette communication propose un état des lieux critique de ces productions scientifiques, en s'appuyant sur des travaux menés dans différents contextes africains, en particulier en Afrique du Nord. Elle met en évidence les principales thématiques investies comme l'accès à l'espace public, les mobilités, les violences de genre, les normes de respectabilité, ainsi que les approches méthodologiques privilégiées, majoritairement qualitatives et ethnographiques, déployées dans des contextes urbains différenciés à l'échelle du continent. Au-delà de cet inventaire, l'analyse interroge les conditions sociales et épistémiques de production et de circulation de ces savoirs, en soulignant les asymétries persistantes qui structurent leur visibilité et leur légitimité à l'échelle internationale. À partir de là, la communication montre comment ces recherches, ancrées dans des contextes situés, contribuent non seulement à documenter les expériences des femmes dans la ville, mais aussi à déplacer les cadres d'analyse du genre. En mettant au centre l'agentivité féminine, les pratiques ordinaires de contournement et les formes discrètes de négociation des normes, elles participent à une reconfiguration des catégories d'analyse à partir des réalités africaines, tout en invitant à repenser les hiérarchies globales de production des connaissances.	11h00 - 11h15

Rajae EL KHAMSI (UM5R), <i>Production scientifique sur les femmes et réforme de la Moudawana au Maroc.</i> Cette communication analyse le rôle central de la réforme de la Moudawana dans la configuration du féminisme marocain contemporain et dans la production de savoirs situés sur les inégalités de genre au Maroc. Dans une perspective socio-historique, elle examine le processus de réforme de 2024-2025 comme un espace de diagnostic, de débat et de d'élaboration de propositions autour du droit de la famille. L'étude s'appuie sur l'analyse de mémorandums élaborés par les associations et coalitions engagées dans la réforme, sur un suivi à long terme du processus, ainsi que sur six entretiens approfondis menés en 2024 à Rabat et à Casablanca avec des actrices et acteurs directement impliqués. Elle montre que les débats autour de la Moudawana ont constitué un terrain central pour articuler des revendications d'égalité juridique, consolider un féminisme institutionnel et produire des savoirs sur le genre. Par ailleurs, le processus récent reflète une plus grande pluralité d'acteurs et d'alliances, bien qu'il mette également en évidence la persistance de limites structurelles qui conditionnent la portée de l'égalité effective entre les femmes et les hommes. Cette recherche s'inscrit dans le cadre du projet « Changements législatifs au Maghreb central après le Printemps arabe : récits démocratisants, libertés publiques et genre » (LEXGEN-MAGREB), de l'Université de Grenade.	11h15 - 11h30
Aboudi VANEESA (Université de Yaoundé II), <i>La recherche féministe et sur le genre au Cameroun : dynamiques d'engagement des femmes et conditions de production des savoirs.</i> Dans les universités d'État d'Afrique centrale francophone, les études féministes et de genre peinent encore à s'imposer comme un champ scientifique autonome, dans un contexte marqué par leur faible institutionnalisation et par la sous-représentation des femmes dans les postes académiques de rang magistral. À l'Université de Yaoundé II, l'intérêt que portent les universitaires femmes à ces recherches constitue un indicateur clé des conditions d'émergence d'une masse critique de chercheuses susceptibles de contribuer à la production et au renouvellement des savoirs sur le genre et le féminisme depuis le Cameroun. Cette communication s'appuie sur des entretiens semi-directifs menés auprès d'étudiantes et d'enseignantes-chercheuses, afin de mettre en évidence, lorsqu'elles existent, leurs productions scientifiques sur le genre, les femmes et le féminisme, les contraintes rencontrées ainsi que les stratégies déployées pour investir ces champs. Elle contribue ainsi à une meilleure compréhension des dynamiques de production des savoirs situés en Afrique centrale et des leviers susceptibles de renforcer leur reconnaissance scientifique et leur contribution à l'action publique en faveur de l'égalité de genre.	11h30 - 11h45
Yvette ONIBON (Université de Parakou), <i>Inégalités entre les sexes dans les STEM : focus sur les sciences agricoles dans les universités publiques et les unités de recherche d'Afrique de l'Ouest.</i> Le projet « Renforcement de l'Inclusion du Genre dans la Recherche Agronomique pour des résultats plus probants en Afrique de l'Ouest (RIGRA – 2021 - 2024) » vise à produire des résultats qui modifient les politiques institutionnelles du genre dans la recherche en sciences agronomiques au Bénin, au Niger et en Côte d'Ivoire. Il s'est agi identifier et mesurer les biais du genre dans les sciences agronomiques, évaluer les disparités du genre dans les méthodologies de recherches agronomiques en vue d'élaborer les approches de solution, réduire l'écart des disparités entre	11h45 - 12h00

genres dans la recherche agronomique en Afrique de l'Ouest et former des femmes dans les domaines de STIM en agronomie. Le projet a été exécuté en trois phases simultanées : une phase de recherche, une phase de Lobby politico-institutionnel et une phase de renforcement de capacités à travers différentes formations. Ce projet a produit un changement de comportement aussi bien au niveau des chercheurs, des institutions de formation et de recherche que des décideurs politiques et les différentes couches sociales : meilleure prise en compte des préoccupations des femmes et de leurs productions dans les résultats de recherche, élaboration des paquets technologiques dans le domaine agronomique, modification des méthodologies de recherche-développement, recherches doctorales impliquant le genre notamment.	
Débat	12h00 - 12h45
Pause-déjeuner : 12h45 – 14h00	
Axe 2 : Produire et utiliser les données et statistiques institutionnelles genrées pour l'action publique africaine. Coordination : Andrainolo RAVALIHASY (Ceped-IRD), Sara Zouiri et Zakaria El Faiz (HCP) Discussion : Éric Verdier (AMU) et Marc Pilon (Ceped-IRD)	14h00 - 16h00
Andrainolo RAVALIHASY (Ceped-IRD), Chaimae DRIQUI (INSEA), Sara Zouiri (HCP), Zakaria El Faiz (HCP), <i>De l'enseignement supérieur au marché de l'emploi au Maroc : cartographie des trajectoires féminines à partir de données institutionnelles.</i> Ces dernières années ont montré une évolution positive de l'accès à l'enseignement supérieur des femmes marocaines (53 % des effectifs inscrits en 2024). On constate cependant l'existence d'obstacles à leur insertion sur le marché du travail. En l'absence d'une enquête longitudinale permettant de retracer les trajectoires des femmes depuis leur inscription dans l'enseignement supérieur jusqu'à leur entrée dans l'emploi, le recours aux bases de données institutionnelles constitue une voie d'analyse pertinente. La présente étude démontre notamment que les données administratives du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ; les données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) ainsi que les données de l'Enquête Nationale sur l'Emploi permettent de dresser un diagnostic en ce sens. L'analyse conjointe de ces données met en lumière des parcours dans l'enseignement supérieur différenciés selon le sexe et les disciplines, un accès à l'emploi conditionné par des déterminants sociodémographiques, et une forte disparité régionale influençant les dynamiques de parcours dans l'enseignement supérieur et sur le marché de l'emploi. Ces résultats invitent à interroger les mécanismes sociaux, culturels et structurels qui limitent la conversion des acquis éducatifs en opportunités professionnelles. Ils soulignent également la nécessité d'une coopération renforcée entre institutions productrices de données et recherche scientifique, afin d'affiner le diagnostic à travers des approches mixtes et des analyses intégrées.	14h00 - 14h15

Abdelouhad BENSASSI (FSE-UM5R), <i>Les paradoxes de l'égalité de genre dans les politiques publiques marocaines : analyse statistique des rapports budgétaires sensibles au genre (2010-2026).</i> Le Maroc s'est engagé dans une démarche de budgétisation sensible au genre, matérialisée par la publication annuelle du « Rapport sur le Budget axé sur les Résultats tenant compte de l'aspect Genre (RBG) ». Ce rapport accompagnant le projet de loi des finances, vise annuellement à éclairer l'impact des politiques publiques sur les inégalités entre les femmes et les hommes et à orienter l'action publique vers une plus grande équité. Toutefois, l'analyse longitudinale de ces données semble mettre en évidence un paradoxe persistant : malgré des progrès significatifs dans l'éducation des filles, les indicateurs relatifs à la participation économique des femmes demeurent relativement faibles. La présente communication propose une analyse statistique exploratoire des indicateurs de genre présentés dans ces rapports budgétaires sur la période 2010-2026 afin d'identifier les tendances, les écarts et les contradictions entre les progrès sectoriels observés et les résultats socioéconomiques globaux. À partir d'une base de données secondaires construite à partir de ces rapports, l'étude mobilise des analyses statistiques afin d'identifier les mécanismes structurels susceptibles d'expliquer ce paradoxe. L'objectif étant de montrer comment les données institutionnelles peuvent être transformées en diagnostic analytique au profit de l'évaluation et de l'orientation des politiques publiques sensibles au genre.	14h15 - 14h30
Jean-François KOBIANE (ISSP, Université de Ouagadougou) et Marc Pilon (Ceped-IRD), <i>Analyser les parcours étudiants à partir des dossiers d'inscription : illustration des potentialités d'une source administrative au Burkina Faso.</i> Depuis sa création, l'Université Joseph KI-ZERBO (ex Université de Ouagadougou) crée pour chaque nouvel étudiant un dossier administratif d'inscription, actualisé annuellement tout au long de son cursus universitaire, avec un numéro de matricule unique. Depuis l'année universitaire 1995/96, ces dossiers ont fait l'objet d'une saisie informatique partielle (certaines informations ne sont pas saisies, d'autres le sont mais de manière simplifiée). En dépit de ses limites, la base de données recèle des potentialités d'analyse importantes à même de documenter le profil sociodémographique de la population étudiante et leurs parcours universitaires (promotions, redoublements, arrêt des études, changements de filière, etc.), ainsi que leur évolution selon les filières et dans le temps. C'est ce qu'a montré une recherche portant sur la période 1995-2008. A la suite d'un travail énorme d'apurement et d'organisation des données, cette recherche a mobilisé plusieurs méthodes d'analyse de données longitudinales, aboutissant à des enseignements fort enrichissants sur les constances et les singularités dans ces parcours étudiants.	14h30 - 14h45
Christian KAKUBA (Université de Makerere), <i>L'avantage de 1,5 point accordé aux étudiantes à l'université Makerere depuis 1990 : implications pour les inscriptions, les programmes universitaires et l'achèvement des études.</i> L'étude examine l'impact de la politique d'action positive « 1,5 point pour filles » sur les tendances en matière d'inscription et d'achèvement selon le genre. Le « système des 1,5 points », mis en place en 1990, est une politique de discrimination positive qui accorde aux étudiantes 1,5 points supplémentaires sur leurs notes d'admission à l'université afin d'augmenter leurs chances d'intégrer	14h45 - 15h00

les universités publiques, dans le but de corriger les déséquilibres dans l'enseignement supérieur. Les données administratives universitaires, montrent des progrès significatifs, la part des femmes inscrites passant de 25 % en 1989 à 46 % aujourd'hui. Cependant, le STEM reste dominé par les hommes. Les statistiques sur les diplômés mettent en évidence un paradoxe : bien que les femmes obtiennent de plus en plus souvent des mentions très bien, les étudiants masculins continuent de dominer les taux d'achèvement globaux. Les défis comprennent ; les écarts de rétention chez les femmes dans le STEM, qui s'expliqueraient par les attentes culturelles, les contraintes financières et le soutien institutionnel limité. Alors que nous comptons faire des entretiens aux sein de filles en STEM pour vérifier ces hypothèses, les résultats suggèrent que si la politique des 1,5 points a pu élargir l'accès, elle est insuffisante pour garantir des résultats équitables. Une approche réformée sur la discrimination positive, le mentorat, les bourses et des réformes structurelles sont nécessaires pour atténuer les disparités.		
Madon AWISSI (Université McGill et Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), Sénégal), <i>Données statistiques et compréhension des rapports de genre : réflexion à partir du cas sénégalais.</i> Cette communication propose une réflexion sur la manière dont la production et l'exploitation des données institutionnelles au Sénégal permettent — ou non — de rendre compte des inégalités de genre, en m'appuyant sur mon expérience au sein de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. Mon propos s'appuie sur les enquêtes nationales menées auprès des ménages, qui occupent une place centrale dans l'élaboration des politiques publiques, tant en amont, à travers la définition des besoins d'information, qu'en aval, à partir des résultats produits et mobilisés pour orienter l'action publique. Ma réflexion s'appuie sur des apports de l'épistémologie féministe, selon laquelle la production du savoir n'est jamais neutre et repose sur des présupposés rarement interrogés. Dans le contexte sénégalais, cela se traduit par une conceptualisation et une construction des enquêtes, ainsi que par des modes d'interprétation qui ne permettent pas de saisir, dans leur complexité, la manière dont se construisent les rapports de genre. Dans cette communication, je soutiens l'importance d'une approche mixte, qui articule méthodologies qualitative et quantitative, en adoptant, dans tout le processus des enquêtes, une éthique féministe qui accorde à la parole des femmes une place prépondérante. Une telle approche permettrait de produire des données plus pertinentes pour comprendre les inégalités de genre et améliorer l'usage des statistiques institutionnelles dans la formulation des politiques publiques.		15h00 - 15h15
Débat		15h15 - 16h00
Table ronde 2	Égalité de genre et société civile Coordination : Fadoua MAROUB (Université Ibn Tofail) et Fatima OUAHMI (FSE-UM5R) Invité.e.s : Madame Salima HALOUI, Réseau des Associations des Écoles de la 2ème Chance Maroc.	16h00 - 17h15

	Madame Amina LOTFI, Association Démocratique Femmes du Maroc (ADFM). Madame Samira RAISS, Union Marocaine du Travail (UMT). Madame Aïcha ZAÏMI SAKHRI, Association pour la Promotion de la Culture de l'Égalité (APCE). Cette seconde table ronde est dédiée à la société civile et aux partenaires sociaux pour partager les expériences de terrain pour la lutte contre les discriminations et les inégalités dont les femmes font l'expérience dans les domaines de l'éducation et de l'emploi. Elle est principalement focalisée sur les relations et la circulation des savoirs entre actions sur le terrain, production de connaissances scientifiques, et actions publiques pour en souligner l'état actuel, en comprendre les mécanismes.	
Jeudi 21 mai 2026		
Axe 3 : Interroger l'égalité des genres dans la formation scientifique et technique de la fin du cycle secondaire à l'enseignement supérieur en contexte africain.		9h00 - 12h00
Coordination : Najat BASSOU (FSE-UM5R), Kamal MELLAKH (FLSH-UH2C) Discussion : Kawtara ELOMARI (FSE-UM5R), Yvette ONIBON (Université de Parakou), Jean-Alain GOUDIABY (Université Assane Seck de Ziguinchor)		
Najat BASSOU, Mostafa OUSSERAR, Wahiba EL AMRANI (FSE-UM5R), <i>Parcours d'étudiantes de premier cycle dans les cursus scientifiques : Cas de la Faculté des Sciences de Rabat.</i> L'accès des filles à l'éducation a souvent suscité des préoccupations. Bien que le Maroc ait fourni un ensemble d'efforts afin de promouvoir cet accès, de nombreux obstacles subsistent encore notamment la sous-représentation féminine dans les disciplines scientifiques. La présente étude explore les parcours scientifiques des étudiantes au Maroc, en mettant l'accent sur les facteurs qui influencent leur choix et les obstacles qu'elles rencontrent. A travers une approche qualitative reposant sur des entretiens menés auprès d'un échantillon de 40 étudiantes inscrites à la faculté des sciences de Rabat, les résultats montrent que malgré les progrès accomplis dans l'accès des femmes aux diverses opportunités, des disparités de genre persistent. Le choix des filières scientifiques, l'expérience universitaire, l'accès aux stages et à l'emploi restent conditionnés par des facteurs socioculturels et institutionnels défavorables aux femmes. Une amélioration des parcours universitaires et professionnels est alors jugée nécessaire en assurant l'accès égalitaire à toutes les opportunités.		9h00 - 9h15
Ouafae AIT ALLAL, Fatima OUAHMI, Driss EL GHAZOUANI (FSE-UM5R), <i>« Enjeux des inégalités de genre dans le parcours des élèves des filières scientifiques dans un lycée tangérois »</i> Au cours des dernières décennies, le Maroc a mis en œuvre un ensemble de réformes éducatives visant à promouvoir le principe d'égalité des sexes dans son système éducatif. Ces réformes ont		9h15 - 9h30

permis d'atteindre une quasi-parité dans l'enseignement primaire, et une augmentation des effectifs féminins inscrits dans les filières scientifiques et techniques. Toutefois, les carrières scolaires demeurent caractérisées par des déterminants sociaux (Duru-Bellat, Farges, & van Zanten, 2022), les stéréotypes de genre et la socialisation différentielle au sein de la famille et à l'école influencent la représentation des disciplines scolaires et contribuent à détourner les filles des parcours scientifiques. (Mosconi & Marry, 2014). Dans cette perspective, cette communication a pour objectif d'analyser les obstacles genrés qui traversent les parcours éducatifs des lycéens et lycéennes marocain.e.s inscrit.e.s dans les filières scientifiques, en tenant compte de l'intersection des facteurs économiques, sociaux et culturels. L'étude s'appuie sur une enquête de terrain fondée sur des entretiens semi-directifs menés auprès de lycéens et lycéennes en terminale inscrits dans des filières scientifiques (PC ou SVT) dans un lycée de la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima. L'échantillon se compose de 30 élèves, dont 20 filles et 10 garçons. Ainsi, ce déséquilibre intentionnel dans la composition de l'échantillon répond à l'objectif de l'étude qui consiste à mettre un accent particulier sur les récits de vie des filles, tout en conservant une base comparative avec les parcours des garçons. Les résultats montrent que les parcours scolaires des élèves interrogés sont marqués par des différences liées aux attentes familiales et aux pratiques stéréotypées influençant leurs choix d'orientation post-baccalauréat, leurs projections professionnelles et la poursuite de leurs études.	
Saadeddine IGAMANE (Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès), <i>Étudier et travailler dans le numérique informel et inégalités de genre au Maroc.</i> Cette communication analyse l'insertion économique et sociale des étudiants au Maroc à travers leur engagement dans différentes formes de travail numérique, principalement informel. Ces activités s'exercent via des plateformes de vente en ligne et des réseaux sociaux marchands (Facebook Marketplace, Instagram Shops), des plateformes d'e-commerce (Jumia), des plateformes de freelancing et de micro-services, ainsi que des environnements de création de contenu monétisé (TikTok, YouTube) et des plateformes d'intermédiation de services. L'étude s'appuie sur le contexte de la ville de Fès, caractérisée par une forte population universitaire et un écosystème numérique en expansion. Le cadre théorique mobilise les travaux de Castel, Paugam et Bresson sur la précarisation, complétés par les analyses de Casilli et Tubaro sur le travail numérique et les logiques algorithmiques. Elle repose sur une enquête qualitative menée auprès de 20 étudiants (10 femmes et 10 hommes), permettant une analyse comparative des trajectoires, des motivations et des conditions d'engagement dans le travail numérique. L'approche comparative permet de dépasser une lecture homogène du travail numérique étudiant et de mettre en évidence des mécanismes genrés d'insertion et de précarité. Les résultats mettent en évidence des différences significatives selon le genre, notamment en termes d'accès aux opportunités, de types d'activités exercées, de gestion du temps et d'exposition aux risques. Si le travail numérique offre des formes d'autonomisation, notamment pour les étudiantes, il s'accompagne de contraintes spécifiques liées aux normes sociales, à la sécurité et à la conciliation entre études, travail et vie privée. Pour les étudiants, l'engagement apparaît souvent plus intensif et orienté vers des activités à rendement économique direct. L'analyse souligne la nécessité d'une reconnaissance institutionnelle du travail	9h30 - 9h45

numérique étudiant. Elle appelle également à une réflexion sur ses effets à moyen et long terme sur les trajectoires d'autonomisation, d'insertion professionnelle et de réussite académique.	
Hamidou Dia (Ceped-IRD), <i>Femmes universitaires sénégalaises : une élite minorisée dans un contexte de fortes contraintes.</i> Le Sénégal de l'enseignement supérieur est un continuum de paradoxes. L'institution universitaire y est relativement ancienne, et il s'y multiplie la création d'établissements d'enseignement supérieur de statut à la fois public et privé depuis le début des années 1990. Néanmoins de fortes inégalités les structurent, notamment en termes d'accès et d'inclusivité. Pourtant le constat partagé, après près de soixante – dix ans de saga universitaire moderne, est que tant au niveau des apprentissages que de l'encadrement enseignant ou la pratique de la recherche, les statistiques en termes de statuts et de fonctions y sont largement en défaveur des femmes. Si des dispositifs arrimés à des initiatives internationales – en particulier des financements ponctuels, très contraints dans le temps (bourses d'études, bourses de thèses, séjours de recherches ciblés de la part de fondations étrangères ou locales, d'ambassades de pays occidentaux, appels à projets, etc.,) permettent de réduire les disparités, les écarts n'en restent pas moins importants. Ce projet de communication a pour ambition de dévoiler les mécanismes à l'œuvre dans la persistance de ces inégalités qui aboutissent à une forme de marginalisation, en portant l'analyse à la fois au sein des institutions universitaires et extra – universitaires – familles, réseaux confessionnels, réseaux d' alumni de certains types d'établissements, etc., sans perdre de vue les contextes économiques, sociaux et culturels qui les portent. Il se base sur des travaux menés depuis plusieurs années sur les universités sénégalaises : enquêtes ethnographiques au long cours, observations de parcours académiques, analyse d'écrits portant sur l'éducation et l'enseignement supérieur au Sénégal – ouvrages, articles, rapports et tribunes dans la presse.	9h45 - 10h00
Princesse KAFANDO (Université Joseph Ki-Zerbo), <i>Dynamiques de genre et transition vers le doctorat au Burkina Faso : une analyse qualitative des parcours féminins.</i> Facteurs influençant la transition du master au doctorat au Burkina Faso : une analyse de genre dans une perspective intersectionnelle. Malgré la progression de la scolarisation des filles dans l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne, les femmes demeurent peu présentes dans les carrières universitaires et de la recherche, dont l'accès passe par le doctorat. Cette communication interroge les inégalités de genre dans l'accès aux études doctorales en analysant les facteurs influençant la décision des femmes titulaires d'un master de s'y engager ou non. La recherche s'inscrit dans une perspective intersectionnelle et analyse la manière dont les rapports de genre influencent cette décision. Elle repose sur des entretiens semi-directifs menés dans une université publique au Burkina Faso auprès de 15 femmes titulaires d'un master, doctorantes ou non, de disciplines et statuts matrimoniaux divers. L'analyse thématique révèle l'imbrication des contraintes sociales et familiales liées aux assignations de genre dans la sphère domestique et des obstacles institutionnels et économiques tels que la faiblesse de l'encadrement et du financement. Elle met également en évidence des leviers favorables, notamment la motivation personnelle des étudiantes, le soutien familial et la présence de modèles féminins dans l'espace académique. Les résultats éclairent les mécanismes structurant l'accès des femmes aux doctorat et alimentent la réflexion sur	10h00 - 10h15

les politiques d'égalité de genre dans l'enseignement supérieur et la recherche en Afrique subsaharienne.	
Pause-café 10h15 – 10h30	
Imane HLATOU (FSE & CSEFRS), <i>Genre et accès aux formations scientifiques d'élite : le cas des classes préparatoires au Maroc.</i> Cette communication explore l'impact de l'origine sociale et des pratiques éducatives parentales sur l'accès des filles et des garçons aux classes préparatoires aux grandes écoles au Maroc, en mettant un accent particulier sur les formations scientifiques et techniques. Si les filles sont de plus en plus présentes dans certaines filières scientifiques, elles rencontrent néanmoins des obstacles liés à des stéréotypes de genre persistants et à des attentes sociales limitantes qui restreignent leur accès aux formations hautement sélectives. En parallèle, l'origine sociale demeure un facteur déterminant, mais nos résultats montrent que certaines filles issues de milieux populaires réussissent à intégrer ces formations grâce à des stratégies éducatives parentales et à l'appui de réseaux sociaux solidaires. Cette recherche propose une réflexion sur les leviers à activer pour favoriser une égalité des genres réelle dans l'accès à la formation scientifique et technique, et suggère des réformes dans les politiques éducatives pour mieux intégrer ces questions de genre dans les parcours scientifiques. Cette étude s'inscrit dans la continuité des travaux de Bourdieu et Passeron (1970) sur la reproduction sociale, ainsi que dans les recherches de Duru-Bellat (2006) et de Baudelot et Establet (2009) sur les inégalités de genre dans les choix scolaires.	10h30 - 10h45
Kamal MELLAKH (FLSH-Mohammedia, UH2C), <i>Les filles dans les écoles marocaines d'ingénieurs : de l'invisibilisation à l'ascension</i> Pendant longtemps, les garçons étaient largement majoritaires dans les grandes écoles marocaines d'ingénieurs. Mais la réussite scolaire des filles dans les Classes Préparatoires aux Grandes Écoles et le Concours National Commun (CNC) a renversé cette tendance. Tout au long des années 2000, on observe une augmentation des effectifs des filles qui entrent dans les filières scientifiques des classes préparatoires et dans les grandes écoles d'ingénieurs, conjuguée à une baisse des effectifs des garçons. Le déséquilibre historique entre les filles et les garçons au sein des écoles marocaines d'ingénieurs réputées par leur forte sélectivité s'est estompé peu à peu grâce aux performances scolaires des filles. D'une manière silencieuse, les filles se sont imposées sur les bancs des grandes écoles marocaines d'ingénieurs. Elles représentent aujourd'hui une proportion de 55,1% (HCP Femmes en chiffres, 2025). L'objectif de cette communication est de questionner l'ascension scolaire des filles au sein des écoles d'ingénieurs marocaines. En filigrane, c'est la dynamique de la féminisation des élites scolaires au sein d'un système éducatif au demeurant inégalitaire qui sera au centre de nos interrogations. A quel moment s'est opéré l'entrée, d'une manière prononcée, des filles dans les écoles d'ingénieurs ? Que nous révèlent les parcours scolaires et biographiques des filles fréquentant une grande école marocaine d'ingénieurs (EHTP-Casablanca) sur cette féminisation ?	10h45 - 11h00
Linda GARDELLE (ENSTA, Institut Polytechnique de Paris), <i>Construire une identité d'ingénieure au Maghreb à l'heure des transitions socio-écologiques.</i>	11h00 - 11h15

Cette communication vise à interroger la construction de l'identité professionnelle des étudiantes en formation d'ingénieurs au Maghreb à l'heure des transitions socio-écologiques, dans une perspective sociologique attentive aux rapports de genre. Elle articule l'analyse des trajectoires féminines avec une réflexion sur les transformations contemporaines du métier d'ingénieur et sur ce que ces contextes peuvent apporter à une approche réflexive des enjeux de la formation scientifique et technique. Elle s'appuie principalement sur une enquête menée en 2022 auprès de 1028 élèves ingénieurs en Algérie, au Maroc et en Tunisie (dont 542 femmes), portant sur leurs représentations du métier et de son rôle face aux défis socio-écologiques. Ce matériau est mis en perspective avec un premier projet (2011-2014) consacré aux élèves ingénieurs maghrébins formés en France, combinant une enquête quantitative (158 enquêtés, 29,7 % de femmes) et une enquête qualitative auprès de 17 femmes, qui éclaire les processus de construction de l'identité professionnelle. L'analyse s'attachera aux conditions sociales et familiales de ces trajectoires d'ingénieures, au poids des socialisations scolaires et familiales, et au prestige du métier d'ingénieur. Elle explorera la diversité des modalités d'appropriation de cette orientation, entre stratégies d'ascension sociale et ajustements aux opportunités institutionnelles. Enfin, la communication ouvrira une réflexion exploratoire sur la manière dont ces situations peuvent nourrir les formations d'ingénieurs, dans une perspective interculturelle et attentive à la pluralité des modèles éducatifs et au dialogue international.	
Débat	11h15 - 12h00
Axe 4 : Genre, migration et inégalités d'accès à l'enseignement supérieur : Une analyse intersectionnelle des mobilités intra-africaines dans les parcours de formation (bilingue Français & Anglais) Coordination : Driss EL GHAZOUANI (FSE-UM5R) et Amal BOUSBAA (FLSH Ain Chock, UH2C) Discussion : Madon AWISSI (Université McGill, et Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), Sénégal) et Rita KASA (IES-UM6P)	12h00 - 13h45
Hiba ABGHACH et Driss EL GHAZOUANI (FSE-UM5R) <i>Parcours universitaires et mobilités intra-africaines : une analyse intersectionnelle des expériences des étudiantes Subsahariennes au Maroc</i> Depuis une quinzaine d'années, le Maroc s'affirme comme un espace académique attractif pour les étudiants originaires d'Afrique subsaharienne, dans le cadre de politiques de coopération Sud-Sud et de stratégies d'internationalisation de l'enseignement supérieur. Toutefois, derrière cette dynamique de mobilité étudiante se dessinent des inégalités persistantes qui affectent différemment les parcours des étudiantes et des étudiants. Cette communication propose d'analyser les expériences des étudiantes subsahariennes inscrites dans l'enseignement supérieur marocain à partir d'une approche intersectionnelle croisant genre, origine sociale et statut migratoire (Crenshaw, 1989). La recherche s'appuie sur une enquête qualitative en cours de réalisation. Le dispositif méthodologique repose sur la conduite d'une quinzaine d'entretiens semi-directifs auprès d'étudiantes originaires de différents pays d'Afrique subsaharienne francophone, inscrites dans des établissements d'enseignement supérieur à Rabat. L'échantillon cible prioritairement la diversité des statuts (boursières et non- boursières) ainsi que la variété des filières	12h15 - 12h30

de formation (scientifiques, techniques et sciences humaines), afin de saisir la pluralité des trajectoires et des profils. L'analyse met en lumière les obstacles rencontrés (accès au logement, barrières administratives, représentations sociales) ainsi que les stratégies d'agentivité développées pour négocier leur place dans l'espace universitaire et public (Berriane, 2012). En interrogeant les interactions entre politiques éducatives et rapports sociaux de genre, cette intervention propose un diagnostic des inégalités dans les mobilités Sud-Sud, essentiel pour renforcer l'équité dans l'enseignement supérieur en Afrique.	
Alexis Clotaire NEMOIBY BASSOLE (Université Joseph KI-ZERBO) <i>Genre et inégalités d'accès à l'enseignement supérieur au Burkina Faso : cas des filles admises au Baccalauréat à l'étranger</i> Au Burkina Faso, malgré la Politique nationale genre, les inégalités de genre dans l'enseignement supérieur persistent avec une représentation féminine limitée. Elles se caractérisent par une sous-représentation des femmes dans les filières scientifiques et les postes de recherche. Les difficultés majeures de poursuivre des études supérieures sont entre autres la sélectivité sociale plus forte, le manque de bourses, les risques de dépendance ou d'abandon, les contraintes financières, les conditions de logement et la vulnérabilité accrue des étudiants. Dès lors, quelles sont les contraintes spécifiques aux étudiantes dans la poursuite des études supérieures au Burkina Faso ? L'objet de la contribution porte sur les contraintes sociales et psychologiques des filles burkinabè admises au Baccalauréat à l'étranger et désirant poursuivre les études supérieures dans les universités publiques ou privées à Ouagadougou. Cet aspect peu développé mérite d'être analysé et documenté. Dans une approche qualitative, la collecte des données s'est faite au moyen d'entretiens semi-directifs auprès de 20 bachelrières, 12 parents, 4 responsables administratifs de l'enseignement supérieur et 4 responsables de structures syndicales estudiantines. Les résultats mettent en relief des contraintes sociales et psychologiques dans les parcours des étudiantes pour la poursuite de leurs études supérieures au Burkina Faso.	12h30 - 12h45
Hicham JAMID (Université de Neuchâtel), <i>Le Maroc au carrefour des mobilités étudiantes : entre attractivité régionale et circulations internationales</i> La mobilité étudiante constitue aujourd'hui une dimension centrale de l'internationalisation de l'enseignement supérieur marocain (Chroqui et al., 2017 ; Benchenna, 2009). Elle se caractérise par des flux importants d'étudiants marocains vers l'étranger, mais aussi par une attractivité croissante du Maroc pour des étudiants internationaux, en particulier originaires des pays de l'Afrique subsaharienne (Touré, 2017 ; Berriane, 2009). Depuis plusieurs décennies, le Maroc constitue l'un des principaux pays africains d'origine de la mobilité étudiante internationale. En 2023, plus de 25 000 étudiants étrangers y étaient inscrits, dont la grande majorité étaient originaires d'Afrique subsaharienne. Cette mobilité entrante s'inscrit dans une stratégie plus large de coopération Sud-Sud et dans la volonté des autorités marocaines de renforcer l'attractivité de leur système d'enseignement supérieur. Ces dynamiques positionnent le Maroc comme un espace charnière des mobilités étudiantes, à la fois pays d'émigration académique vers l'Europe et pôle régional d'accueil pour des étudiants africains. Elles invitent ainsi à s'interroger : dans quelle mesure le développement de l'enseignement supérieur marocain contribue-t-il à reconfigurer les circulations étudiantes entre l'Afrique et l'Europe ? Et comment ces mobilités redessinent-elles les hiérarchies et les inégalités au sein des espaces régionaux de formation et d'accès à la mobilité internationale ? Cette	12h45 - 13h00

communication s'appuie sur une enquête exploratoire menée dans le cadre d'un projet de recherche postdoctoral en cours, consacré aux processus de délocalisation d'offres de formation internationales au Maroc et aux dynamiques de (im)mobilités étudiantes qui y sont associées. Si ce projet vise plus largement à analyser les recompositions contemporaines des mobilités étudiantes dans un espace académique en transformation, cette communication se focalise sur un aspect spécifique : la dimension du genre, envisagée comme un facteur structurant, et souvent cumulatif, des inégalités d'accès à la mobilité internationale et à l'enseignement supérieur. En effet, bien que la dimension du genre ait gagné en visibilité dans les études migratoires (Freedman, 2008 ; Morokvasic, 2008 ; Kofman, 2004), elle demeure encore largement sous-explorée dans les recherches portant spécifiquement sur les mobilités internationales pour études (Raghuram, Sondhi, 2021). Cette sous-représentation trouve un prolongement évident dans le contexte africain, où malgré la progression de la scolarisation des filles (Lange, 2023, 2018), l'accès des femmes à l'enseignement supérieur reste inférieur à celui des hommes, avec environ 78 étudiantes pour 100 étudiants, contre près de 113 femmes pour 100 hommes à l'échelle mondiale (Unesco, 2025). Dans cette perspective, cette communication propose d'examiner comment les normes sociales de genre façonnent les conditions d'accès et les formes d'engagement dans les mobilités étudiantes internationales. Elle interroge notamment les obstacles, structurels, économiques, familiaux et culturels, qui pèsent sur les trajectoires féminines, en particulier dans le cadre de mobilités Sud-Sud. Elle s'intéresse également aux stratégies mises en œuvre par les étudiantes pour contourner ces contraintes, ainsi qu'aux effets de ces mobilités sur leurs parcours académiques et professionnels. Enfin, une attention spécifique est portée aux logiques d'orientation dans l'enseignement supérieur, en analysant la manière dont le genre influe sur le choix des filières de formation et, plus largement, sur la structuration des aspirations professionnelles.	
Débat	13h00 - 13h45
Pause-déjeuner : 13h45 – 14h30	
Axe 5 : Les Femmes dans les métiers d'ingénieurs, de recherche et d'innovation et de cadres supérieurs scientifiques et techniques en Afrique Coordination : Grazia SCARFÓ (EHTP) et Kamal MELLAKH (FLSH-UH2C) Discussion : Linda GARDELLE (ENSTA, Institut Polytechnique de Paris), Saadeddine IGAMANE (Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès).	14h30 - 16h30
Grazia SCARFÓ (EHTP), <i>Femmes ingénieurs : la discrimination professionnelle de genre dans les faits et à la lumière de la perception des actrices</i> Dans ma communication je partirai de la présentation des données de recherche collectées par entretiens biographiques auprès de 21 femmes ingénieurs marocaines, diplômées des écoles marocaines, françaises et soviétiques, nées entre les années 50/60 et les années 80 du siècle dernier. Par le biais de ces entretiens, j'ai pu reconstruire leurs vies à partir de leur plus jeune âge et leurs carrières professionnelles. Puis, je montrerai que, face à une claire discrimination professionnelle subie liée au genre, les femmes interviewées se distinguent quant à la perception de cette	14h30 - 14h45

discrimination. Il a été possible en effet de saisir l'existence de deux types de postures : certaines sont conscientes d'avoir fait l'objet de pratiques discriminatoires au travail, mais elles montrent de l'avoir plus ou moins sereinement acceptée. D'autres, en revanche, nient cette différence en affirmant que dans leurs organisations les carrières des hommes et des femmes évoluent de façon égalitaire. Je montrerai comment expliquer d'abord ces postures, notamment en faisant appel au concept d'habitus déchiré de Pierre Bourdieu, pour après analyser dans quelle mesure les attitudes que les interviewées adoptent vis-à-vis de l'existence d'une différence de traitement professionnel entre les hommes et les femmes contribuent à renforcer cette situation d'inégalité ou plutôt participent à l'éliminer.	
Paule Christiana BILE (Université catholique d'Afrique centrale) , <i>Visibilité et employabilité des femmes dans les métiers de l'ingénieur. Une exploration des trajectoires socio-professionnelles des femmes ingénieures en Afrique centrale.</i> Les différences et les disparités en société sont souvent étudiées pour souligner leur impact sur le changement social, et leur contribution à la structuration de la société. En Afrique, la visibilité et donc la participation des femmes dans le secteur des activités de l'ingénierie, interroge, alors que les statistiques récentes montrent qu'elles sont largement représentées dans les filières de formation scientifiques. En se basant sur des observations menées depuis une école d'ingénieurs située au Cameroun et au Congo, cette étude scrute les parcours des femmes dans les métiers de l'ingénierie, de la recherche et de l'innovation, pour comprendre de quelle manière elles habitent leur féminité dans cet espace marqué par la division sexuée du travail. Il est en effet nécessaire de comprendre la dynamique du système de rôles au centre duquel se trouve la femme, et les conflits de rôles qui en découlent (attentes contradictoires, temporalités divergentes, obligations non conciliables, etc). Dans une approche à la fois structuraliste et individualiste, nous partons du postulat que les trajectoires d'insertion professionnelle féminine dans ce secteur sont le résultat d'une composition que la femme élabore dans ce système de rôles, manifestant ainsi le poids des influences sociales sur la construction de la carrière.	14h45 - 15h00
Insiata-Goïta OUATTARA KANNDANAN (Ecole normale supérieure d'Abidjan), <i>Les filles en écoles d'ingénieur de l'INPHB : Origine, obstacles et défis.</i> Cette communication jette un regard sur les filles en écoles d'ingénieur de l'INPHB en analysant leur origine, les freins et leur capacité d'adaptation au sein de ces écoles notamment en travaux publics, mines, supply Chain management ainsi qu'en finances. L'enquête menée auprès d'un échantillon de 35 étudiantes dont 10 en situation de stage, révèle que, même si le mérite conditionne leur présence dans les cycles d'ingénieur, on remarque un recrutement social peu diversifié avec plus de 77,4% dont les pères ont un niveau universitaire et 48% de mère ayant obtenu au moins le Baccalauréat. Leur appartenance à un milieu social favorisé, a permis à 88,9% d'obtenir au moins la mention Assez bien au Baccalauréat scientifique de sorte qu'elles affirment « se sentir tout à fait à leur place » dans ces écoles d'ingénieur. En outre, elles sont 62,9% à relever le côté prestigieux de ces filières qui les prédestineraient à de bonnes opportunités d'emploi. Toutefois, l'analyse de contenu sur la base de leur vécu, indique que des propos sexistes de certains enseignants, l'autocensure au moment des choix de spécialité, des perceptions empruntées de préjugés négatifs impactant leur parcours. Quant	15h00 - 15h15

aux projets professionnels variés, bâtis à partir de divers moyens, 28,57% estiment qu'ils ne sont pas figés et peuvent subir des réajustements avec leurs expériences.	
Hamza GUELZIM et Manal El ABBOUBI (UM5R) <i>Devenir codeuses : l'éducation des femmes au Maroc</i> Cet article examine l'inclusion des femmes dans les filières de coding au Maroc, en mobilisant une approche qualitative fondée sur 19 entretiens menés auprès d'étudiantes et de diplômées issues d'établissements publics et privés. Il met en lumière les expériences vécues tout au long du parcours académique, depuis l'orientation jusqu'à l'environnement universitaire. Dans cette perspective, l'étude s'inscrit dans une problématique marquée par le paradoxe entre la forte présence de femmes dans certaines formations scientifiques au Maroc et leur sous-représentation dans les spécialités du coding. Les résultats révèlent que l'orientation vers le coding est principalement motivée par les opportunités du marché plutôt que par un intérêt initial, en raison d'un manque d'information et d'accompagnement. Ce constat rejoint des analyses plus larges soulignant l'insuffisance des dispositifs d'orientation et le poids des influences sociales dans les choix académiques. Par ailleurs, les stéréotypes de genre, qui construisent l'informatique comme un domaine masculin, affectent la confiance des étudiantes, nourrissent un sentiment d'illégitimité et peuvent conduire à un désengagement progressif, voire à l'abandon. L'étude met également en évidence des inégalités structurelles dans l'accès et l'expérience éducative : biais potentiels dans les processus de recrutement, contraintes liées à la mobilité, un accès limité à certaines activités académiques, ainsi que la banalisation des discriminations et du harcèlement, souvent en l'absence de dispositifs institutionnels efficaces, notamment dans le public. Ces éléments s'inscrivent dans des logiques plus larges de reproduction des inégalités et de barrières structurelles au sein des filières. Enfin, l'absence de politiques d'inclusion structurées limite la participation des femmes. L'article souligne ainsi la nécessité d'une approche globale de l'enseignement du coding, intégrant l'orientation, la lutte contre les stéréotypes et l'amélioration des environnements éducatifs.	15h15 - 15h30
Madeleine WAYACK-PAMBE (Université Joseph Ki-Zerbo), <i>Des trajectoires scolaires aux carrières académiques : accès des femmes aux carrières académiques au Burkina Faso et au Tchad</i> Cette communication examine l'expansion et les limites de l'accès des femmes aux carrières académiques à l'aune des politiques éducatives de genre, au Burkina Faso et au Tchad, deux pays marqués par une longue histoire de sous-scolarisation des filles. Elle s'appuie sur une approche comparative combinant l'analyse de statistiques institutionnelles et des entretiens semi-directifs menés auprès de femmes universitaires occupant des positions clés. Il ressort que les inégalités observées dans l'ESR s'inscrivent dans des processus inégalitaires de scolarisation en amont de l'université dans les deux pays selon des trajectoires éducatives différenciées. Les filles sont désormais majoritaires aux cycles primaire et post-primaire au Burkina Faso, alors qu'elles y demeurent minoritaires au Tchad. Les écarts entre les sexes au secondaire, importants au Burkina Faso, sont plus marqués au Tchad. Ces dynamiques engendrent une présence féminine minoritaire dans les carrières académiques, mais substantielle et visible au Burkina Faso, tandis qu'au Tchad les femmes émergent à peine dans ces métiers. Les discours des femmes universitaires éclairent la manière dont les dynamiques de genre structurent les parcours et les possibilités de carrière dans	15h30 - 15h45

l'ESR. Ces constats mettent en évidence une différence de temporalité des politiques de promotion de la scolarisation des filles, récentes au Tchad, et plus anciennes au Burkina Faso.		
Débat		15h45 - 16h30
Pause-café : 16h30 – 16h45		
Table ronde 3	L'égalité de genre dans le secteur économique Coordination: Monsieur Mohamed SMANI (R&D Maroc) et Mina KLEICHE-DRAY (Ceped- IRD) Modération : Monsieur Mohamed SMANI (R&D Maroc) et Madame Fadwa ETTALBI (R&D Maroc) Invité.e.s : Madame Nassima ASSOUGDAM (AstraZeneca) Madame Asmae BELLAKHDER (SONASID) Madame Aziza LHADAD (Lesieur Cristal) Monsieur Gilles REANT (HPS) Madame Lamya Taimouri (Crédit Agricole du Maroc) Cette troisième table ronde vise à mieux comprendre les contributions des femmes aux économies nationales ainsi que les visions et stratégies des entreprises nationales pour promouvoir les femmes dans le développement économique nationale. Elle rassemblera donc les acteurs et actrices économiques et leurs représentants dans différents secteurs d'activité économique au Maroc dont ceux qui ont historiquement structuré l'économie marocaine, ceux qui vivent un essor important ainsi que ceux qui compteront dans les années à venir pour partager leur vision et leurs sensibilité sur la place des femmes dans leurs secteurs d'activité et informer sur leurs stratégies pour rendre leur entreprise et/ou leur secteur d'activité plus inclusif.	16h45 - 18h15
Vendredi 22 mai 2026		
Axe 6 : Approches mixtes et analyses intégrées pour comprendre les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur et à l'emploi et appuyer les politiques publiques en Afrique Coordination : Sara ZOUIRI (HCP), Zakaria Elfaiz (HCP) et Andrainolo RAVALIHASY (Ceped-IRD, UPC) Discussion : Paule Christiane BILE (Université catholique d'Afrique centrale), Inisiata-Goïta OUATTARA KANNDANAN (Ecole normale supérieure d'Abidjan)		9h00 - 10h45

Sara ZOUIRI (HCP), et Zakaria EL FAIZ (HCP), <i>Participation des femmes au marché du travail au Maroc : Approches mixtes et diagnostic des inégalités d'emploi.</i> Entre 2000 et 2023, le taux d'activité des femmes au Maroc est passé de 28,1% à 19%, contre 69% pour les hommes, plaçant le pays parmi ceux qui présentent les écarts de genre les plus marqués au monde. Cette communication examine les déterminants de cet écart en mobilisant les données de l'Enquête Nationale sur l'Emploi 2021 et 22 focus groupes conduits dans les régions de Casablanca-Settat et de l'Oriental (274 femmes). L'estimation économétrique de probabilités d'inactivité par profil, combinée à l'analyse thématique des entretiens, fait apparaître un résultat que les lectures monocausales centrées isolément sur l'éducation, le mariage ou la fécondité n'identifient pas, à savoir l'effondrement de l'effet protecteur du diplôme supérieur lorsqu'il s'intersecte avec le mariage et la maternité. Une jeune femme mariée diplômée du supérieur, mère, présente une probabilité d'inactivité de 60%, contre 14% pour son homologue célibataire sans enfants. Le matériau qualitatif éclaire le mécanisme, notamment le refus familial, la hiérarchisation symbolique des emplois et la charge mentale différenciée. La communication tire de ce diagnostic des implications pour la conception de politiques publiques articulant éducation, conciliation travail-famille et transformation des normes.	9h00 - 9h15
Jean-Alain GOUDIABY (Université Assane SECK de Ziguinchor), <i>Accéder à l'enseignement supérieur quand on est femme : penser les carrières étudiantes au Sénégal entre dimensions familiales, disciplinaires et géographiques.</i> Il existe des disparités dans la participation des populations à l'enseignement supérieur, avec une diminution des écarts entre les sexes. Malgré cette amélioration, les femmes restent sous-représentées, avec des choix différents de formation et d'établissement. Au Sénégal, avec l'expansion de l'offre publique et privée d'enseignement supérieur, l'accessibilité s'étend en attirant des étudiants étrangers, tout en structurant des mobilités internes. Cette communication propose d'étudier comment les facteurs familiaux, géographiques et disciplinaires façonnent les trajectoires académiques des étudiantes. En mettant en avant la spécificité de ces carrières et leurs conditions singulières, nous interrogeons les effets des représentations sociales et des mobilités sur les parcours de formation différenciés, à travers, d'une part, la contribution des familles et, d'autre part, les choix des établissements et des filières de formation. Dans des situations où la réussite des femmes est encore trop souvent associée au rôle d'épouse et de mère, nous analyserons les mécanismes institutionnels visant à promouvoir l'égalité des genres, notamment les cellules genre. Nous aborderons cette question des inégalités des carrières par une combinaison de données quantitatives et qualitatives, en tenant compte à la fois de l'offre et de la demande et en analysant le profil des apprenants ainsi que leurs expériences.	9h15-9h30
Éric VERDIER (CNRS-Université Aix-Marseille), <i>Les apports d'une méthode mixte à la connaissance des parcours d'apprentissage des lauréat.e.s de la formation professionnelle au Maroc : quelles leçons pour l'action publique ?</i> Sous l'impulsion de plusieurs réformes, le système de formation professionnelle marocain s'est fortement développé afin de répondre aux besoins en qualifications des secteurs d'activité (4	9h30 - 9h45

niveaux de diplômes et plus de 350 spécialités). Témoinant de l'imbrication des logiques de connaissance et d'action, un dispositif statistique s'est mis en place pour analyser le cheminement professionnel des lauréats, majoritairement masculins (60%), à parité pour le niveau le plus élevé (Techniciens Spécialisés, Bac +2). Il est apparu que 30 % des lauréats quittent l'enseignement général trois à quatre ans avant leur entrée en formation professionnelle, sans que cette première transition hors du système scolaire soit documentée. Cette communication présente les apports d'une démarche mobilisant une méthode mixte intégrée (l'enquête statistique déterminant l'échantillon qualitatif d'une centaine d'entretiens biographiques) et à visée exploratoire : la diversification des parcours d'apprentissage qui en ressort suggère de réviser le questionnement de l'enquête statistique originelle et d'interroger certains fondements de l'action publique au vu des spécificités des parcours de certaines catégories de lauréats, notamment de femmes en recherche de réinsertion ou de reconversion.	
Madeleine WAYACK-PAMBE (Université Joseph Ki-Zerbo), <i>l'expertise collective comme dispositif de production d'un savoir intégré sur la participation des femmes à l'ESR au Tchad.</i> Cette communication porte sur une expertise scientifique collective menée au Tchad, réunissant des chercheur-es de différentes disciplines, des institutions publiques et des acteur-rices de terrain, afin de documenter les inégalités de genre dans l'accès à l'enseignement supérieur et la recherche (ESR). Elle met en évidence l'apport d'une démarche fondée sur le croisement de sources et d'approches : données quantitatives issues d'enquêtes et de statistiques administratives, matériaux qualitatifs (entretiens, récits de vie), archives institutionnelles et littérature grise. Cette démarche repose également sur la diversité des profils mobilisés, permettant la confrontation de points de vue scientifiques, institutionnels et empiriques. Ce double croisement des méthodes et des regards permet de dépasser des analyses compartimentées et de proposer une lecture intégrée des inégalités d'accès des femmes à l'ESR, en articulant les dimensions structurelles, institutionnelles et sociales. La communication montre ainsi que, dans des contextes caractérisés par la dispersion et les limites des données disponibles, l'expertise collective mobilisant une démarche inclusive, constitue un dispositif particulièrement pertinent, capable de transformer des données fragmentées et hétérogènes en un diagnostic intégré et robuste des inégalités de genre dans l'ESR, directement mobilisable pour éclairer l'action publique.	9h45 - 10h00
Débat	10h00 - 10h45
Pause-Café : 10h45 - 11h00	
Cérémonie de Clôture	11h00 - 11h30

Biographies des intervenant.es.

A

Hiba ABGHACH

Hiba Abghach est doctorante en sciences de l'éducation au sein de la Faculté des Sciences de l'Éducation (FSE) de l'Université Mohammed V de Rabat. Ses travaux de recherche actuels portent sur les migrations étudiantes, les parcours d'insertion académique et les inégalités éducatives dans une perspective intersectionnelle. Issue du Master « Éducation et insertion des jeunes et enfants en difficulté » de la FSE, elle a développé une expertise sur les questions d'intégration des populations migrantes au Maroc. Ses recherches s'intéressent particulièrement aux dynamiques identitaires et aux enjeux d'inclusion et d'égalité des genres dans les politiques éducatives et les systèmes d'enseignement supérieur du Maghreb. Travaux majeurs : Abghach, H. (2024). L'impact de l'intégration scolaire des enfants issus de l'Afrique subsaharienne sur leur développement identitaire positif. (Mémoire de Master inédit). Faculté des Sciences de l'Éducation, Université Mohammed V de Rabat, Maroc.

Vanessa ABOUDI

Vanessa Aboudi est doctorante à l'Université de Yaoundé II. Chercheuse engagée dans le champ des études féministes et de genre, elle est auteure et co-auteure de plusieurs articles scientifiques et rapports sur les questions de genre et de féminisme en Afrique centrale, parmi lesquels : « Recherche féministe et de genre à l'Université de Yaoundé II : examiner l'impact sur la transformation sociale » paru dans la Revue de l'Enseignement Supérieur en Afrique ; « Démasculinisation incrémentale du champ politique et institution d'une oligarchie féminine subordonnée au Cameroun », paru dans la revue Polis. Elle est par ailleurs la Présidente de l'Association pour la Recherche Féministe en Afrique Centrale (ARFAC), dont la mission est de promouvoir la production et la valorisation des savoirs locaux sur le genre et féminisme.

Ouafae AIT ALLAL

Chercheuse doctorante au sein du laboratoire « équipe politiques éducatives et dynamiques sociales » de la faculté des sciences de l'éducation de l'Université Mohammed V de Rabat dont la thèse portant sur les politiques éducatives marocaines à l'épreuve du genre est dirigée par Pr Ouahmi. Titulaire d'un master en éducation et insertion des jeunes et des enfants en situation de difficulté dont le mémoire réalisé est intitulé « Les représentations sociales des marocains de l'emploi des immigrants subsahariens au Maroc ».

Mes travaux de recherche en cours de réalisation portent sur les enjeux des inégalités des genres dans les parcours des lycéens et lycéennes dans les filières scientifiques par le biais d'une enquête qualitative, ainsi qu'une analyse de la prise en compte des dimensions de l'égalité des sexes et l'orientation scolaire vers les filières scientifiques et techniques dans les politiques éducatives marocaines pour la période qui s'étale entre 2000 et 2025.

Madon AWASSI

Madon Awissi est doctorante au Département de sociologie de l'Université de Montréal, sous la direction d'Anne Calvès. Elle est titulaire d'un master en statistique de l'Université McGill et d'un DEA en Population et Développement de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Elle a également travaillé pendant 12 ans à l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) du Sénégal. De retour aux études, elle s'intéresse à la question de la division sexuelle du travail au sein de la capitale de Dakar au Sénégal en mobilisant une approche croisant méthodes quantitative, qualitatives et réflexivité féministe.

Nassima ASSOUGDAM

Nassima Assougdam est Senior HR Manager chez AstraZeneca, avec plus de dix ans d'expérience dans les ressources humaines. Elle a débuté sa carrière en 2013 et a évolué dans plusieurs secteurs, notamment la restauration, le retail et le secteur pharmaceutique. Elle a développé une expertise solide en gestion des talents, accompagnement des transformations organisationnelles et développement du capital humain. Elle porte également un intérêt particulier au développement de la culture d'entreprise, à l'amélioration de l'expérience collaborateur ainsi qu'à la promotion d'un environnement de travail positif. Engagée en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, Nassima œuvre activement à la mise en place de pratiques inclusives et équitables. AstraZeneca, entreprise au sein de laquelle elle évolue actuellement, est certifiée « Best Place to Work for Gender Equality », illustrant son engagement en matière de diversité et d'inclusion. Nassima Assougdam est titulaire d'un Master en ressources humaines de l'Université de Sherbrooke à Casablanca, ainsi que d'un DEUG en psychologie. Cette double formation lui permet d'allier compréhension des dynamiques humaines et approche stratégique des enjeux RH.

B

Alexis Clotaire Némoby BASSOLÉ

Alexis Clotaire Némoby BASSOLÉ est Maître de conférences en Sociologie politique, enseignant-chercheur à l'Université Joseph KI-ZERBO au département de Sociologie. Il est membre du Laboratoire Société, Mobilité et Environnement (LASME). Il est actuellement Directeur de la Revue Cahiers de l'IREA des Éditions L'Harmattan, Directeur de publication de la Revue Africaine des Humanités (RAH) du département de Sociologie de l'Unité de Formation et de Recherche en Sciences Humaines de L'Université Joseph KI-ZERBO. Il est membre de l'équipe Harmattan Burkina et coordonne des publications de plusieurs actes de colloques et de manuscrits académiques et scientifiques. Récentes publications : *Les tragédies indicibles féminines de l'immigration clandestine, Akofena, Revue Scientifique des Sciences du Langage, Lettres, Langues & Communication, CRAC-INSAAC ISSN : 2706-6312, pp. 239 à 252, 2025.* - *Insertion professionnelle des diplômés de l'Université Joseph KI-ZERBO : cas des bacheliers burkinabè venus de la Côte d'Ivoire, KURUKAN FUGA, Revue Africaine des Lettres, des Sciences Humaines et Sociales, (FLSL) : ISSN : 1987-1465, pp. 85-96, 2025.*

Najat BASSOU

Najat Bassou est docteur en sociologie de l'éducation, Maître de conférences habilité, enseignante-chercheuse à la Faculté des Sciences de l'Éducation -Université Mohammed V de Rabat. elle s'intéresse aux questions de délinquance juvénile, de réinsertion sociale et de genre. Elle a publié plusieurs articles sur la radicalisation, l'autonomisation des femmes, la délinquance juvénile, et les enjeux éducatifs contemporains. Forte d'une longue expérience dans le travail socio-éducatif, elle intervient régulièrement dans des colloques nationaux et internationaux. Ses recherches conjuguent approche sociologique et perspective éducative pour éclairer les transformations sociales au Maroc. Deux publications en lien avec la thématique, 1) (2024) « *Les attitudes des étudiantes envers le rôle de l'université dans l'autonomisation de la femme marocaine-cas de l'université Mohamed V de Rabat* ». *Revue Atae d'études et recherches. Dar Al Qalam.N°5.*

Asmae BELLAKHDER

Lauréate de NEOMA Business School et titulaire du Bachelor en Business Administration d'Al Akhawayn University. Asmae Bellakhder est Responsable RSE & Coordinatrice ESG chez Sonasid. Cumulant 11 ans d'expérience en Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et en stratégie ESG, elle accompagne les organisations dans l'intégration des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance au cœur de leur performance. Son expertise couvre notamment le pilotage de politiques RSE, la coordination des initiatives ESG, ainsi que l'analyse des risques, des opportunités, l'alignement avec les standards internationaux et la mise en œuvre de projets à impact environnemental et social dans un contexte industriel.

Ilham BERNHANNOU

Ilham Benrhannou, Ingénieur d'état en statistique et informatique décisionnelles, est actuellement Directrice des Études Prospectives, des Statistiques et de la Planification (DEPSP) au sein de la Direction Générale de la Planification, des Ressources et de la Contractualisation, Ministère de l'Éducation Nationale, du Préscolaire et des Sports.

Abdelouahed BEN SASSI

Abdelouahed BEN SASSI est Ingénieur statisticien et enseignant-chercheur spécialiste du management éducatif à la Faculté des Sciences de l'Éducation – Université Mohammed V de Rabat. Abdelouahed BEN SASSI s'intéresse principalement à la gouvernance des organisations éducatives, à l'analyse des politiques publiques éducatives et à l'application des méthodes quantitatives appliquées aux sciences sociales. Il a notamment publié, Ben Sassi, Abdelouahed (2024). L'influence De L'intelligence émotionnelle Sur L'engagement organisationnel des cadres. International Journal For Multidisciplinary Research, IJFMR Volume 6, Issue 3, May-June 2024 et Ben Sassi, Abdelouahed (2023). Les spécificités de la Justice Organisationnelle dans le contexte du service public : Un regard approfondi sur la justice perçue dans le secteur public Marocain. African Scientific Journal, 3(21).

Paule Christiane BILÉ

Paule Christiane Bilé est Socio-anthropologue de formation et actuellement Professeure Titulaire à la Faculté de Sciences Sociales et de Gestion de l'Université Catholique d'Afrique centrale (UCAC) où elle est par ailleurs Directrice de l'Institut de Recherches Socio-Anthropologiques (IRSA) et Déléguée du Doyen en charge de la Coopération Universitaire. Diplômée en sociologie de l'éducation (Paris-Descartes), ses travaux portent essentiellement sur les problématiques sociales (éducation, santé, environnement, droits humains, décentralisation, etc.) Publications majeures en relation avec la thématique du colloque : 1) Bilé, P. C., Manirakiza, D. et Kpoundia, F.-M. (2022). *Trajectoires de femmes : pouvoir masculin et discrimination féminine en milieu universitaire aux Burundi, Cameroun et Gabon*. Cahiers d'études africaines, 247(3), 539- 559. <https://doi.org/10.4000/etudesafricaines.39069> et Bilé, P.C., (2009), « Entre refus de l'école et scolarisation à tout prix. Les parents et l'école au Cameroun » Cahier de Recherche sur l'Éducation et les savoirs, n°7, Paris, Éditions MSH, pp. 153-170. <https://doi.org/10.4000/cres.594>

Amal BOUSBAA

Sociologue spécialisée dans les dynamiques de vulnérabilité sociale, Amal Bousbaa est enseignante-chercheuse à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines Ain Chock (Université Hassan II de Casablanca), membre du laboratoire LADIS depuis plus de 10 ans. Ses recherches, ancrées dans les réalités marocaines, explorent les mécanismes d'exclusion touchant le handicap, la maternité célibataire, la jeunesse précaire et les migrants. Elle développe une approche interdisciplinaire croisant sociologie des liens sociaux, études du genre et politiques publiques. Son expertise sur la maternité hors mariage au Maroc, sujet pionnier, a fait l'objet de publications référentes analysant l'impact des stigmates sur l'accès aux droits et aux soins., elle a dirigé des enquêtes de terrain innovantes sur l'accessibilité des personnes handicapées aux NTIC et à l'enseignement supérieur, soulignant les enjeux d'autonomie et d'inclusion.

Fouad CHAFIQI

Fouad Chafiqi est le Secrétaire Général du Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique après avoir occupé différentes fonctions clés dans les grandes transformations du système éducatif, aussi bien sur le terrain que comme académique. Il a notamment été directeur central chargé de la recherche éducative et directeur des curriculums au ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement préscolaire et des Sport. Sur le plan international, Monsieur Fouad Chafiqi a acquis une présence significative dans des institutions de référence, étant membre du Conseil du Bureau international de l'éducation à Genève affilié à l'UNESCO, et secrétaire général de la Ligue mondiale des sciences éducatives. Il a également occupé la fonction de professeur

associé à la chaire de l'UNESCO en sciences éducatives à l'Université Cheikh Anta Diop et à l'École supérieure des enseignants de Dakar.

D

Hamidou DIA

Hamidou DIA est sociologue et chercheur à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Membre du laboratoire Centre Population et Développement (CEPED, Université Paris Cité, IRD, et Université Sorbonne Paris Nord, Inserm), ses travaux portent sur les transformations des systèmes éducatifs, ainsi que sur les migrations scientifiques internationales en/et à partir de l'Afrique. Publications en lien avec la thématique: 1) DIA Hamidou & NGWE, L. (2018). *La circulation des enseignants chercheurs africains*, *Revue d'Anthropologie des Connaissances*, vol 12, 282p. et 2) DIA Hamidou. (2014). « L'Afrique qualifiée dans la mondialisation », *Hommes et Migrations*, n°1307, 209 p.

Sanaa DOUKKALI

Titulaire d'un Doctorat en Droit Public et Sciences Politiques, la Professeure Sanaa Doukkali est Maître de conférences habilitée à la Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales – Ain Chock, au sein de l'Université Hassan II de Casablanca. Ses travaux de recherche porte sur gouvernance de la recherche scientifique, les dynamiques de production académique et les inégalités, en particulier liées au genre, dans le secteur de l'enseignement supérieur. Elle a écrit de nombreux articles et chapitres de livres publiés aussi bien au Maroc qu'à l'étranger, traitant des facteurs individuels et institutionnels influençant la production scientifique, ainsi que des enjeux liés aux sciences humaines et sociales dans le contexte marocain : 1) Doukkali, S. (2024). Production scientifique des enseignants : Les causes des inégalités du genre dans la sphère académique. In *Les droits humains au Maroc à l'épreuve des inégalités, des injustices et des discriminations*. CNRST & FSJES Casablanca. 2) Doukkali, S. (2023). Les sciences humaines et sociales au Maroc. Résultats d'une enquête de terrain portant sur les déterminants de la production scientifique des enseignants chercheurs. *Revista Psihologia Socială*, 51, 27-38.

Chaimae DRIoui

Chaimae Drioui est enseignante-chercheuse à l'Institut National de Statistique et d'Économie Appliquée (INSEA), et chercheuse associée à l'Université Catholique de Louvain (UCLouvain). Ses domaines d'intérêt portent principalement sur la fécondité, la santé reproductive, les rapports de genre et l'autonomisation des femmes. Elle s'intéresse également aux approches quantitatives et aux sciences computationnelles afin de mieux comprendre les phénomènes sociodémographiques contemporains. La thématique de ce colloque, consacrée aux trajectoires des femmes de l'enseignement supérieur vers l'emploi au Maroc dans une perspective genrée, s'inscrit dans le prolongement de ses travaux sur les inégalités de genre, l'autonomisation des femmes et les déterminants sociaux des parcours individuels. Drioui, C., & Bakass, F. (2021). Gender Inequalities and Fertility in Morocco: Measuring Women's Empowerment and Impact on the Ideal Number of Children. *Journal of Population and Social Studies [JPSS]*, 29(-), 325–350. 2). Engala Moduka, J., Drioui, C., Fazouane, A., & Touhtouh, R. (2024). Third-child Fertility Intention in Morocco: Analysis of Determinants Using a Gender-intersectional Approach. *Population Review* 63(1), 55-77.

E

Manal EL ABOUBI

Manal El Abboubi est Professeure à l'Université Mohamed V, Rabat. Elle est chercheuse associée à HEM Research Center et à EGID (Etudes sur le Genre et la Diversité en Gestion) à l'Université de Liège (Belgique). Elle est titulaire d'une doctorat en sciences économiques et de gestion de HEC École de Gestion de l'Université de Liège (Belgique). Ses travaux portent sur la responsabilité sociale de l'entreprise, la gestion de la diversité et les innovations sociales. Elle est la vice-présidente de l'Observatoire Marocain de la Responsabilité Sociale de l'Entreprise. GUELZIM, H.,

HENDA, S., & EL ABOUBI, M. (2025). Inclusion du genre en milieu professionnel: Dispositifs d'égalité et leviers managériaux. *International Journal of Accounting Finance Auditing Management and Economics*, 6(6), 472-491 et 2) El Abboubi, M., Constantinidis, C., Salman, N. (2022). Genre, culture et entrepreneuriat des femmes au Maroc. Quels défis?. *Question (s) de management*, 38(1), 151-170.

Zakaria EL FAIZ

Zakaria El Faiz est économiste et chef de la Division de la Modélisation à la Direction de la Prévision et de la Prospective du Haut-Commissariat au Plan du Maroc. Ses travaux de recherche portent principalement sur la macroéconomie appliquée, la modélisation macroéconomique, l'évaluation des politiques publiques, le marché du travail et les questions de développement et de vulnérabilité économique. Il s'intéresse également aux modèles d'équilibre général calculable, aux simulations macroéconomiques et aux impacts des chocs économiques sur l'économie marocaine. Il a contribué à plusieurs études et publications portant sur la croissance, les crises économiques, la pauvreté, les inégalités et les transformations structurelles. Deux publications majeures en lien avec la thématique du colloque : 1) El Faiz, Z., & Zouiri, S. (2022). Le marché du travail marocain : structure, dynamique et impact de la pandémie Covid-19. In E. Ezzahid (Ed.), *Impact de la pandémie Covid-19 sur l'économie marocaine – Volume I : Contexte et évolution*. Université Mohammed V. et 2) HCP (2024). *Analyse intersectionnelle de la participation des femmes au marché du travail marocain : Une étude comparative entre les régions de Casablanca-Settat et de l'Oriental*.

Driss EL GHAZOUANI

Driss El Ghazouani est maître de conférences habilité en sociologie et en anthropologie de l'éducation à la Faculté des sciences de l'éducation, où il coordonne la licence en éducation, spécialité enseignement primaire. Il co-dirige, avec la Dr Mina Kleiche Dray, la Jeune Équipe Associée à l'IRD (JEA) « LESUM » : Les étudiantes subsahariennes au Maroc : une analyse intersectionnelle des parcours universitaires en migration. Il est aussi impliqué dans plusieurs projets de recherche nationaux et internationaux. El Ghazouani a dirigé trois ouvrages collectifs : *Jeunesse et société au Maghreb* (Bahitoun Éditions, 2021), *Mediterranean Dialogues on Migration : Reflections on Human Rights, Integration, Education, and Translation* (Palermo University Press, 2023) et *Éducation, migration et développement durable : regards croisés sur la gouvernance participative au Maroc* (Rayan Éditions, 2024). Il est également auteur de nombreux articles scientifiques publiés dans des revues spécialisées.

Fidae EL HASSOUNI

Docteure en sciences économiques et de gestion de la Faculté d'Économie et de Gestion de l'Université Ibn Tofail à Kénitra, Fidae El Hassouni est professeure vacataire à l'université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès et à l'université Euromed de Fès et spécialisée dans la sociologie de l'économie, de l'entrepreneuriat social et du travail numérique. Ses travaux se concentrent principalement sur l'émancipation des femmes et les nouvelles formes d'organisation du travail au Maroc : Entrepreneuriat social et féminin : Elle étudie l'impact des coopératives féminines sur le statut socio-économique des femmes rurales, notamment dans les régions de Fès-Meknès et Séfrou. Économie numérique et Gig Economy : Ses recherches récentes portent sur la précarité des travailleurs de plateformes (comme les chauffeurs InDrive à Rabat) et le travail numérique informel des femmes. Solidarité et changement social : Elle analyse comment les formes modernes de solidarité influencent les structures traditionnelles dans les communautés isolées. Secteurs masculinisés : Elle s'est également intéressée aux défis des femmes travaillant dans la collecte des déchets au Maroc.

Rajae EL KHAMSI

Docteure en sociologie de l'Université de Valence et licenciée en philologie hispanique de l'Université Mohammed V de Rabat, Rajae El Khamsi est actuellement professeure-chercheuse à l'Institut Universitaire des Études Africaines, Euro-Méditerranéennes et Ibéro-Américaines de l'Université Mohammed V de Rabat. Elle est également professeure collaboratrice au Master Genre et Politiques d'Égalité de l'Université de Valence. Ses recherches

portent principalement sur les féminismes au Maroc, le genre et les migrations. Elle notamment publié El Khamsi, Rajae & Ramírez, Ángeles (2025). El movimiento feminista en Marruecos y sus itinerarios de emancipación: los procesos de cambio de la Moudawana en contexto. INTUS-LEGERE HISTORIA, vol. 19, n° 1, pp. 136-158 et El Khamsi, R. & Parejo Fernández, M. A. (2023). «La dinámica del movimiento feminista marroquí tras la primavera democrática a partir de dos memorándums». Miscelánea de Estudios Árabes y Hebraicos. Sección Árabe-Islam, 72, 395-422.

Khamar El KHOMSI

Khamar El Khomssi est un doctorant en sociologie au Laboratoire Recherches et Etudes Culturelles et Sociales à l'université Sidi Mohamed Sidi Ben Abdellah de Fès. Il travaille dans sa thèse sur le travail numérique. Ses principales co-publications portent sur le travail numérique des étudiants marocains (Revue Les Politiques Sociales sur Cairn.). Il s'intéresse également à la sociologie du sport et des institutions sportives.

Kaoutara ELOMARI

Kaoutara Elomari est Professeure de l'enseignement supérieur, spécialiste en sciences de l'éducation, habilitée en management organisationnel et développement des compétences, docteure en analyse et évaluation des systèmes d'éducation et de formation et certifiée en ingénierie pédagogique, en validation des acquis de l'expérience et en soft-skills. Elle assure des cours d'ingénierie de formation et d'ingénierie pédagogique, d'économie de l'éducation et d'évaluation des politiques éducatives. Elle opère en parallèle en tant que conseillère pédagogique et experte en ingénierie pédagogique et en mesure et évaluation auprès de plusieurs organismes à l'échelle nationale (Ministère de la Santé, ANEAQ, OFPPT, AMPF) et à l'échelle internationale (UNFPA, UNESCO) réalisant des évaluations des programmes de développement et projets sensibles au genre, des dispositifs de formation et des guides pédagogiques. Kaoutara Elomari est actuellement coordinatrice de deux filières de la licence en sciences de l'éducation à l'université Mohamed V de Rabat, membre fondatrice de la structure « Recherches interdisciplinaires d'innovation en didactique et capital humain » et membre de la section Europe de l'Association de développement des méthodologies d'évaluation en éducation (ADMEE). Son champ d'expertise et de recherche actuel regroupe en particulier le développement des compétences transversales, l'ingénierie pédagogique et l'évaluation des formations.

Fadwa ETTALBI

Fadwa ETTALBI cadre chargé de mission, engagée de plus de 15 ans dans la promotion de l'innovation, de la recherche et de l'entrepreneuriat. Forte de cette expérience significative au sein de R&D Maroc, elle accompagne depuis plusieurs années des porteurs de projets dans la création et le développement de startups innovantes, de l'idéation jusqu'au lancement sur le marché. Spécialisée en management de projets et en coordination d'initiatives collaboratives, elle intervient à la fois sur des projets industriels, universitaires et de développement social, en mobilisant des financements et en fédérant divers acteurs autour de l'innovation. Son parcours reflète un fort engagement dans l'écosystème d'innovation, où elle joue un rôle clé dans l'accompagnement, la mise en relation et le développement de projets à fort impact.

F

Ouahiba FAOUZI AMRANI

Ouahiba Faouzi Amrani est Doctorante au sein de la Structure de recherche Politiques Éducatives et Dynamiques Sociales à la faculté des Sciences de l'Éducation. Elle travaille sur l'Accompagnement Méthodologique Enrichi par l'IA: Développement des Stratégies Métacognitives et de la Motivation Intrinsèque chez les Étudiants Universitaires.

G

Linda GARDELLE

Linda Gardelle est Professeure en Sciences de l'Éducation et de la formation à l'Ecole nationale supérieure des Techniques Avancées (ENSTA - Institut polytechnique de Paris). Au sein du laboratoire Formation et apprentissages professionnels (FoAP EA7529), elle mène depuis plus de 15 ans des recherches sur les formations d'ingénieurs. Elle a initié et coordonné plusieurs projets internationaux portant sur les formations d'ingénieurs au Maghreb. Elle est Membre de l'Editorial Board de la collection Perspectives on Education in Africa, chez Routledge, Londres, experte pour la Commission des titres d'ingénieurs (CTI) et membre de plusieurs comités éditoriaux. En plus de la publication de nombreux articles, elle a dirigé la publication des ouvrages suivants : Amdouni S., Gardelle L., Ajana S., Benguerna M. (dir.), Les formations d'ingénieurs face aux enjeux environnementaux au Maghreb. Comment former des innovateurs responsables ?, Champ social éditions, 2022 ; et Gardelle L., Benguerna M. (dir.), Les enjeux de la formation des élites maghrébines en France. Formation, identité, mobilité des ingénieurs dans un monde globalisé, Paris, Publisud, coll. Carrefours euro-méditerranéens, 2015.

Jean-Alain GOUDIABY

Professeur de sociologie à l'Université Assane Seck de Ziguinchor (Sénégal), Jean-Alain Goudiaby travaille sur la construction du système éducatif et de recherche au Sénégal, mais aussi sur les mobilités académiques, la gouvernance universitaire, la qualité en éducation ou encore sur les objets techniques du quotidien. Ses activités s'inscrivent dans une réflexion globale sur la dynamique de construction des systèmes dans un contexte de fortes contraintes. Il est le responsable scientifique de l'Institut Éducation, Famille, Santé et Genre. A ce titre, il coordonne et participe à plusieurs programmes de recherche-action sur l'éducation. Il a publié en 2014, aux éditions Academia « l'université et la recherche au Sénégal. À la croisée des chemins entre héritages, marché et réforme LMD ». Anciennement Directeur de la pédagogie et des réformes universitaires de l'Université Assane Seck, il est chercheur associé au CEPED et membre de plusieurs réseaux de recherche sur l'éducation (ARES, Re2FPE, RESUP...). Publications en lien avec la thématique : 1) Goudiaby, J. A. & Pilon, M. (2022). *La progression de l'enseignement supérieur au Sénégal : des inégalités persistantes*. *Revue Mondes en développement*, 197, 59-78. et Goudiaby, J. A. (2021). *Inégalités entre garçons et filles dans l'école publique*. In, Charlier, J.-E., Panait, O. M. & Sall H. N., *Contributions, adhésions et résistances sénégalaises au modèle mondial d'éducation*. Louvain-la-Neuve, Ed. Academia-L'Harmattan, collection Thélème 29, 141-160.

Hamza GUELZIM

Docteur en sciences de gestion, Hamza Guelzim est spécialisé dans l'analyse de la place des femmes dans l'univers du coding, à travers l'étude de leurs parcours académiques et professionnels, depuis l'université jusqu'à leur insertion et leur évolution sur le marché du travail. Chercheur affilié à l'Economia HEM Research Center, il a contribué à plusieurs projets de recherche portant notamment sur l'inclusion des femmes dans la région MENA, l'innovation sociale au Maroc et l'influence des structures de recherche sur les politiques publiques. Il a également coordonné des formations doctorales et des bootcamps en méthodologie de recherche, animé des ateliers thématiques et accompagné des doctorants à travers des séances de coaching personnalisé. Publications en lien avec la thématique 1) GUELZIM, H., HENDA, S., & EL ABBOUBI, M. (2025). *Inclusion du genre en milieu professionnel: Dispositifs d'égalité et leviers managériaux*. *International Journal of Accounting Finance Auditing Management and Economics*, 6(6), 472-491. et El Abboubi, M., Nassar, A.-E., Soudi, N., Abidi, S. et Guelzim, H. (2022). *Les dispositifs d'inclusion des femmes dans les entreprises au Maroc : Une étude documentaire*. *Revue internationale des sciences de l'organisation*, 14(2), 69-90.

Hélène GUIOL

Hélène Guiol est spécialiste des politiques éducatives et de la formation professionnelle, avec 19 ans d'expérience internationale. Depuis son arrivée à l'UNESCO en 2013, elle accompagne des réformes éducatives et des projets de développement des compétences en Afrique, dans le monde arabe et en Asie. Depuis 2021, elle dirige le secteur Éducation du Bureau régional de l'UNESCO pour le Maghreb, où elle pilote les programmes éducatifs dans cinq pays et coordonne les publications annuelles « Regard sur l'éducation au Maghreb ».

Salima HALOUI

Après une vingtaine d'années aux Nations Unies, Madame Haloui Salima a décidé de se consacrer entièrement au bénévolat en tant que présidente de l'association Horizons Ouverts dont elle était cofondatrice en 1997 et qui est reconnue d'utilité publique depuis 2005. Toujours dans le cadre de son engagement au profit des jeunes déscolarisés, Madame Salima Haloui a co fondé le réseau des associations des écoles de la deuxième chance au Maroc qu'elle préside depuis sa création en 2020.

Elle représente à ce titre la société civile au sein du conseil supérieur de l'éducation de la formation et de la Recherche Scientifique dont elle est membre depuis 2022.

Elle est aussi membre du comité de pilotage du réseau Méditerranée Nouvelle chance qui regroupe les réseaux d'écoles de la deuxième chance du pourtour de la Méditerranée. Madame Haloui est diplômée et certifiée de plusieurs établissements prestigieux, ISCAE, MIT, Harvard manage mentor, Ecole de Gouvernance de Maastricht, Université de Nantes et plus récemment Essec Maroc sur un cycle court d'évaluation d'impact social. Madame Haloui a reçu plusieurs distinctions dont le staff Award de l'UNICEF en 2014 pour sa contribution à la gestion de la crise Ebola en Guinée. Un certificat conjoint d'appréciation de l'Unicef, Gavi et l'OMS pour sa contribution à la crise du Covid en 2023 et plus récemment le prix Tell Award décerné par l'Ambassade de Suisse au Maroc en 2024 pour son engagement pour l'éducation des jeunes.

H

Imane HLATOU

Imane Hlatou est docteure en sciences de l'éducation de la Faculté des Sciences de l'Éducation de Rabat. Elle est actuellement chercheuse au pôle Études, Recherches et Appui aux Instances du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique. Elle intervient également comme professeure vacataire à la Faculté des Sciences de Rabat et a une expérience de formation dans les métiers éducatifs et sociaux à l'OFPPPT. Ses recherches s'inscrivent dans le champ de la sociologie de l'éducation et s'intéressent aux trajectoires scolaires, aux pratiques éducatives familiales et aux inégalités d'accès aux formations d'excellence. Elle est notamment l'auteure de plusieurs articles scientifiques, dont La formation des élites marocaines (AFAQ Review of Research and Studies, 2020) et Les inégalités d'accès aux Classes Préparatoires aux Grandes Écoles au Maroc (Revue Africaine des Sciences Humaines et Sociales, 2024).

I

Saadeddine IGAMANE

Saadeddine Igamane est Professeur de l'enseignement supérieur en sociologie et directeur du Laboratoire de recherches et d'études culturelles et sociales à l'Université Sidi Mohamed Ben Abdellah. Il est également coordinateur du Master « Sociologie de l'économie sociale et solidaire ». Titulaire d'un doctorat en sociologie et d'un doctorat en sciences économiques, il est spécialisé en sociologie du travail, entrepreneuriat et transformations numériques, avec un intérêt particulier pour le travail numérique des jeunes et des femmes, l'économie sociale et solidaire, l'auto-emploi et l'évaluation des politiques publiques. Il cumule plus de vingt années d'expérience de terrain, au cours desquelles il a publié plus de 60 articles portant sur les entrepreneurs, les chômeurs, les travailleurs sous contrats temporaires, les artisans, les acteurs du secteur informel, Il dirige par ailleurs des projets de recherche et des missions d'expertise scientifique à dimension nationale et internationale portant sur les questions d'inclusion sociale et de développement durable.

J

Hicham JAMID

Docteur en sociologie du Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM, Paris), Hicham Jamid est chercheur postdoctoral à l'Université de Neuchâtel (Suisse). Fellow à l'Institut Convergences Migrations (CNRS), ses travaux portent sur les migrations internationales marocaines, les mobilités pour études, la migration des Marocains hautement qualifiés, ainsi les processus de libéralisation et d'internationalisation de l'enseignement supérieur en Afrique, avec un intérêt particulier pour le Sénégal et le Maroc. Publications en lien avec la thématique 1) *Jamid, H., (à paraître, 2026), Migrer pour un diplôme : Marocains formés en France entre retour et non-retour, Préface de Catherine Wihtol de Wenden, Paris : Le Cavalier Bleu, Collection MiMed* et 2) *Jamid, H., (2024). Moroccan engineers and managers trained in France: eclectic profiles and differentiated expatriation strategies. Journal of international Mobility, 12(1), 91-113.*

K

Princesse KAFANDO W. E.

Kafando Princesse est titulaire d'un master en démographie obtenu à l'Université Joseph Ki-Zerbo au Burkina Faso. Ses recherches s'intéressent aux questions de genre et d'éducation en Afrique de l'Ouest, avec une expertise particulière dans les approches qualitatives. Elle analyse les inégalités de genre dans l'enseignement supérieur, en particulier les facteurs sociaux, économiques et institutionnels qui influencent l'accès des femmes aux études doctorales. Dans le cadre de son mémoire de recherche, elle a mené une étude qualitative auprès de femmes titulaires d'un master et de doctorantes afin d'analyser les trajectoires académiques féminines et les obstacles rencontrés dans la poursuite du doctorat. Ses intérêts scientifiques s'inscrivent dans le champ des études de genre et des dynamiques sociales de l'accès à l'enseignement supérieur en Afrique.

Rita KASA

Rita Kasa est professeure associée à l'Institut polytechnique des sciences de l'éducation Mohammed VI (UM6P) de Rabat, au Maroc. Avant de rejoindre l'UM6P, elle a travaillé à l'École supérieure d'éducation de l'Université Nazarbayev à Astana, au Kazakhstan. Ses recherches portent sur les politiques éducatives, la gouvernance, l'éducation inclusive – en particulier celle des élèves et des familles de migrants – et le financement de l'éducation. Elle a été experte nationale dans le cadre de missions de conseil en matière de politique éducative menées par l'OCDE et la Banque mondiale auprès du gouvernement letton et a participé à de nombreuses initiatives de recherche comparative au niveau européen. Rita Kasa a obtenu son doctorat en fondements sociaux de l'éducation, avec une spécialisation en éducation comparée, à l'Université d'État de New York à Buffalo, aux États-Unis. Elle est membre du conseil d'administration de l'Association lettone de la dyslexie et de la Fondation Ozim Platform au Kazakhstan.

Christian KAKUBA

Christian KAKUBA est démographe, bilingue et Maître de conférences et chargé de la recherche et de la formation des doctorants à School of Statistics and Planning. Titulaire d'un doctorat en socio démographie de l'Université Paris Cité, Christian Kakuba est chercheur associé au CEPED. Il a aussi travaillé avec l'INED comme contact institutionnel pour l'Ouganda et a participé à des activités de recherche dans le cadre du programme DEMOSTAF entre 2016 et 2019. Il se passionne pour les statistiques de l'éducation, l'accès à l'éducation, les transitions et l'équité en Afrique subsaharienne et a publié des articles comme suite. Il a notamment publié : 1) *Kakuba, Christian, Nankinga, O., & Golaz, V. (2025). Who leaves school prematurely in Uganda : Do predictors vary by place of residence? International*

Journal of Educational Development, 114, 103238. et 2) Kakuba, Christian, Abel Nzabona, John Bosco Asiimwe, Richard Tuyiragize, and John Mushomi (2021). "Who Accesses Secondary Schooling in Uganda; Was the Universal Secondary Education Policy Ubiquitously Effective?" *International Journal of Educational Development* 83:102370. doi: 10.1016/j.ijedudev.2021.102370.

Mina KLEICHE-DRAY

Docteure en histoire des sciences (Université Denis Diderot, Paris VII), après une formation de biochimiste (Université Pierre et Marie Curie, Paris VI), Mina Kleiche-Dray est directrice de recherche à l'IRD, affiliée à l'UMR Ceped et cotitulaire de la Chaire UNESCO pour l'égalité des genres dans la formation et l'emploi scientifiques et techniques. Elle est spécialiste des questions de gouvernance de la science et des enjeux d'égalité entre les sciences et les savoirs dans les Amériques et en Afrique. Articulant activités de recherche et formation, activités d'expertise et d'évaluation, elle a occupé à la fois des responsabilités scientifiques et institutionnelles au niveau national et international. Sa production scientifique analyse les dispositifs institutionnels et la production et circulation des sciences et des savoirs hors Occident autour des thématiques suivantes : État-nation et sciences ; l'internationalisation des sciences aux Suds ; sciences, savoirs subalternisés et crise environnementale ; approches féministes postcoloniales et critique sociale des sciences. Elle a notamment publié : 1) Mina Kleiche-Dray et al. (ed) *Sustainability science : participatory research (volume 4)*. Marseille (FRA) : IRD, 2025, 13-55. ISBN 978 -2-7099 -3096 -3 et 2) Quet Mathieu, Kleiche Dray Mina, Dumoulin Kervran D. (2025). *What the south is doing to the STS*. In : Boudia S. (ed.), Peerbaye A. (ed.). *Science and Technology in Societies*. London : ISTE/Wiley pp.159-178. ISBN : 9781789451917.

Jean-François KOBIANÉ

Jean-François KOBIANÉ est démographe et Professeur titulaire à l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Joseph KI-ZERBO (UJKZ). Ses centres d'intérêt de recherche portent sur l'enfance, l'adolescence, l'accès et la qualité de l'éducation du primaire au supérieur, le devenir des sortants du système éducatif, la transition des jeunes vers l'âge adulte, la pauvreté et les inégalités, les questions de genre et d'autonomisation de la femme, le dividende démographique et l'évaluation des politiques publiques. Deux publications en lien avec la thématique du colloque : 1) KOBIANÉ Jean-François et Marc PILON (2013), *Parcours académiques des étudiants de l'Université de Ouagadougou : 1995-2009*, Presses Universitaires de Ouagadougou, 219 p. ; 2) Cordazzo, Philippe, Jean-François Kobiané et Marc Pilon (2019), « Trajectoires étudiantes à l'université de Ouagadougou », in : Philippe Cordazzo (sous la direction de), *Parcours d'étudiants. Sources, enjeux, et perspectives de recherche*, Editions INED, pp. 75-90.

L

Ilham LAAZIZ

Docteur d'Etat, en Sciences Appliquées (Ecole Mohammadia d'Ingénieurs - Université Mohamed V Agdal de Rabat) et Docteur en Chimie des Matériaux (Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier - Université Montpellier II), Ilham Laaziz- El Malti est Directrice des Ressources Pédagogiques et Numériques au Ministère de l'Éducation Nationale, du Préscolaire et des Sports (MENPS). Elle a occupé depuis 30 ans différentes fonctions dans l'administration et la gestion de l'éducation et de la recherche dont celui Directrice du programme de généralisation des TIC dans l'enseignement (2007-2024), Chargée de la Direction des ressources pédagogiques et numériques depuis aout 2024. Par ailleurs, elle est Membre du pôle de compétences « Eau environnement ». Membre du conseil d'administration et Secrétaire générale de l'Association marocaine de soutien et d'aide aux handicapés mentaux (AMSAHM) (1997-2003). Secrétaire Générale de l'Association pour le Développement Humain (Hassanate) depuis 2009. Auteure de plusieurs articles, publications, rapports et ouvrage.

Amina LOTFI

Amina Lotfi est une militante féministe . Elle a contribué depuis 1992, à la planification, coordination de plusieurs programmes et actions visant la promotion et la protection des droits humains des femmes, notamment au sein de l'ACDI , de l'UNICEF et de l'ONU Femmes ainsi que du bureau d'études et de recherches en développement « Demos Consulting » dont elle a été cofondatrice et directrice associée. Amina Lotfi , est membre de l'Association Démocratique Femmes du Maroc (ADFM), bureau de Rabat , dont elle a assuré la présidence de 2019 à 2023 . Elle est actuellement coordinatrice du groupe de travail de l'ADFM pour la promotion de la culture de l'égalité à l'école Elle est diplômée de l'Université de Droit et sciences économiques et sociale de Clermont Ferrand. Elle a été décorée le 9 décembre 2014, des insignes de "Chevalier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur" de la République française, pour son parcours et actions en faveur de la promotion des droits Femmes.

M

Fadoua MAROUB

Fadoua Maroub est maître de conférences à l'Université Ibn Tofaïl de Kénitra (Maroc), où elle enseigne et mène des recherches en sciences de la communication et en sciences politiques. Ses travaux s'articulent autour de l'espace public, des transitions politiques et de la communication institutionnelle et politique, en établissant un dialogue constant entre son parcours académique et ses expériences professionnelles. Avant de rejoindre l'université, elle a contribué activement à des institutions clés de la transition démocratique au Maroc, notamment au sein de l'Instance Équité et Réconciliation et d'organismes œuvrant à l'ancrage des droits humains et de la citoyenneté. En parallèle, Fadoua Maroub s'implique dans des initiatives associatives et culturelles qui mettent le cinéma et la communication au service des droits humains et de l'éducation citoyenne, consolidant ainsi son engagement à la croisée de la recherche, de l'action publique et de la transformation sociale.

Kamal MELLAKH

Kamal Mellakh est Enseignant-chercheur en sociologie depuis 25 ans. Il est Professeur d'Enseignement Supérieur au Département de Sociologie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Mohammedia, Université Hassan II Casablanca. Il a occupé le poste de chef de département de Sociologie et de directeur de Master « Sociologie Urbaine et Développement » entre 2009 et 2013. Chercheur associé à l'Institut Royale des Etudes Stratégiques-Rabat entre 2010 et 2013, Kamal Mellakh est également membre de Bureau de comité de recherche CR32 « Savoir, Profession et Identité » au sein de l'Association Internationale des Sociologues de Langues Française (AISLF). Ses publications et rapports de recherches ont porté sur l'Enseignement Supérieur, la Formation des Cadres, le genre et le travail, les groupes professionnels (pharmaciens, ingénieurs, femmes cadres) et les mobilités internationales qualifiantes. Il a participé à plusieurs programmes internationaux de Recherches impliquant des partenaires scientifiques du Maghreb, de monde arabe et d'Europe. Parmi ses publications en lien avec le sujet, « les femmes ingénieurs fonctionnaires au Maroc. Dans *L'Ingénieur moderne au Maghreb (xixe-xxe siècles)*, Ed Maisonneuve & Larose, 2004, « Diffusion et transformations des mobilités des étudiants marocains dans les pays de l'Est de l'Europe ». Dans *Universités et grandes écoles : Mobilités et circulations étudiantes et scientifiques d'hier à aujourd'hui*. Presses universitaires de Nancy Editions Universitaires de Lorraine. Nancy 2020.

Safaa MONQID

Safaa Monqid est sociologue et arabisante, maîtresse de conférences à l'Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3 et membre du Centre de recherche sur les liens sociaux (CERLIS, UMR 8070). Ses travaux s'inscrivent à l'intersection des études de genre et de la sociologie urbaine du monde arabe. Ses recherches portent sur les transformations des rapports de genre dans les espaces urbains, les mobilités et les dynamiques migratoires dans les sociétés maghrébines et moyen-orientales. Elle s'intéresse en particulier à l'agentivité féminine, aux usages différenciés de l'espace public et aux normes de respectabilité. Elle a notamment publié *Femmes et villes : Rabat de la tradition à la modernité urbaine* (PUR, 2014) et co-dirigé *Espaces et genre dans le monde arabe* (Karthala, 2022).

N

Rajaa NADIFI

Experte en études de genre, Rajaa Nadifi est professeure-chercheuse retraitée de l'Université Hassan II de Casablanca (FLSHAC). Elle a soutenu une thèse d'État sur La question féminine dans la société et la culture marocaines (2006) et est auteure de nombreux articles et co-auteure d'ouvrages dont *Dynamiques de genre au Maroc* (2024), *Révolution ? Femmes et société marocaine* (2020), *La marche vers l'émancipation ? Travail et éducation des femmes au Maroc* (2018) et *Le genre et l'université au Maroc. État des lieux, enjeux et perspectives* (2018). Elle a fondé et dirigé le Laboratoire de recherche Genre, Éducation, Littérature et Médias (2016-2024) ainsi que le Master Genre, Sociétés et Cultures (2010-2019) favorisant l'éclosion d'une relève de jeunes professeurs spécialisés en études de genre dans l'éducation nationale et l'enseignement supérieur au Maroc. Instigatrice d'événements majeurs au Maroc, notamment les États généraux de la formation et recherche sur le genre (2015) et le Symposium international Le genre et l'université : Expériences croisées vers la généralisation des études de genre (2019, avec UNESCO et IRD). Elle a participé au projet Questions d'égalité de 2024 à 2026 impliquant le Maroc, la Tunisie et le Liban (IRD, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Equipop).

O

Yvette ONIBON

Yvette Onibon est Professeure Titulaire de sociologie du développement. Vice rectrice honoraire chargée de la coopération, des partenariats et de l'insertion professionnelle. Enseignante chercheuse à l'Université de Parakou au Bénin au département de sociologie anthropologie. Elle est enseignante invitée dans plusieurs universités ouest africaines et enseignante associée l'Institut des Hautes Etudes Internationales du Développement (IHEID – Genève) et à l'Université Laval de Québec au Canada. Elle appartient à plusieurs réseaux et groupes de recherches sur les problématiques du genre et de l'inclusion sociale au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en France, en Suisse et au Canada. Elle est actuellement le point focal du programme de recherche thématique Langues, Sociétés, Cultures et Communication du CAMES au Bénin et surtout Vice rectrice chargée de la coopération, des partenariats et de l'insertion professionnelle. Elle a notamment publié *Les mouvements féministes et les savoirs locaux endogènes en matière d'éducation au Bénin : une relation d'altérité pour une décolonisation du féminisme africain. Contribution à l'ouvrage intitulé « Penser le sujet femme noire francophone. Revue Recherches féministes, volume 34 No 2, 2021, pages 33 – 50. ISSN : 0838-4479 (imprimé). 1705-9240 (numérique). et Analyse du niveau d'autonomisation des femmes dans l'agriculture à partir de l'application du "Women's Empowerment In Agriculture Index (WEAI) : étude de cas du Bénin. Revue des études multidisciplinaires en sciences économiques et sociales (REMSES), Rabat, Maroc, ISSN: 2489-2068, N°4, Janvier 2017. pp. 1-19.*

Fatima OUAHMI

Plus de 20 ans d'expérience dans le domaine de l'Éducation en ayant assuré des missions académiques et administratives dont notamment le poste de DIRCOM au sein du Département de l'Éducation Nationale. Titulaire d'un Doctorat National, en « Communication et Expression dans le milieu de travail » (FSE - Rabat) et d'un DESS en « Communication des Organisations » (FLSH de Ben M'sik). Auteur de plusieurs publications dont : OUAHMI, F. (2023), *Communication publique de crise à l'épreuve de la pandémie « COVID 19 » : Cas du Département Marocain de l'Éducation Nationale, Journal of Performance Management, ISSN: 2820-7327, DOI : <https://doi.org/10.34874/IMIST.PRSM/jpm-v2i1.39543> ; OUAHMI, F., AOULA, S. (2023). « Digitalisation, soft skills et pratiques enseignantes », *Journal of Social Sciences and Organization Management*.*

Insiata-Goïta OUATTARA KANNDANAN

Titulaire d'un Doctorat d'État en Sciences de l'Éducation option Sociologie, Insiata-Goïta Ouattara Kanndanan totalise 30 années d'expériences dans le secteur de l'éducation/formation et dans l'administration publique. Maître

de Conférences des universités CAMES, elle est chargée de cours et d'encadrement de mémoire au Département des Sciences de l'éducation à l'Ecole Normale Supérieure d'Abidjan. Ses travaux de recherche portent sur les problématiques relatives au traitement du genre et la question des inégalités, à la gouvernance démocratique, au dynamisme et au rayonnement socio-éducatif des femmes, au rendement des filles en milieu scolaire. Elle a été chercheuse principale et consultante associée dans plusieurs études. Elle est auteurs et co-auteurs de plus d'une vingtaine d'articles scientifiques, notamment : « *Facteurs déterminants de la réussite des femmes et de leur positionnement dans les carrières scientifiques en Côte d'Ivoire* », *Éthique en éducation et en formation. Les Dossiers du GREE*, N°7, 2019, pp.62-74.

Mostafa OUESSRAR

Mostafa Ouessrar est Maître de conférences habilité, à la Faculté des Sciences de l'Éducation de l'Université Mohammed 5 de Rabat. Arabophone, Francophone et Amazighophone confirmé, il est Titulaire d'une licence en psychologie et d'un Master en rééducation des délinquants et intégration socioprofessionnelle et d'un doctorat Sciences de l'Éducation.

P

Marc PILON

Marc Pilon est démographe et Directeur de recherche émérite à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), membre du Centre population et développement (Ceped). Centrés essentiellement sur les sociétés ouest-africaines (notamment Burkina Faso et Togo), ses travaux relatifs à l'éducation ont abordé les thématiques suivantes : facteurs d'inégalité d'accès la scolarisation, migrations dans l'enfance et scolarisation, dynamiques de l'enseignement secondaire, parcours étudiants, mesure de l'analphabétisme, approche critique des indicateurs en éducation, genre et scolarisation, impacts des conflits sur la scolarisation, le phénomène des cours du soir. Il a par ailleurs participé à la réalisation d'un atlas scolaire de Ouagadougou, d'un atlas régional interactif sur l'éducation en Afrique de l'Ouest, de films documentaires sur l'éducation. Il a publié notamment en lien avec la thématique, 1) *KOBIANÉ Jean-François et Marc PILON (2013), Parcours académiques des étudiants de l'Université de Ouagadougou : 1995-2009, Presses Universitaires de Ouagadougou, 219 p. ; et 2) Cordazzo, Philippe, Jean-François Kobiané et Marc Pilon (2019), « Trajectoires étudiantes à l'université de Ouagadougou », in : Philippe Cordazzo (sous la direction de), *Parcours d'étudiants. Sources, enjeux, et perspectives de recherche*, Editions INED, pp. 75-90.*

R

Samira RAISS

Samira Raiss est membre du Secrétariat national de l'Union Marocaine du Travail (UMT).

Membre du Bureau national de l'Union Progressiste des Femmes du Maroc, la plus ancienne organisation féministe du Maroc, fondée en 1962. Elle est également Vice-secrétaire générale de l'Organisation des femmes du secteur agricole relevant de la Fédération nationale du secteur agricole, qui œuvre en faveur des femmes travaillant dans le secteur agricole.

Andrainolo RAVALIHASI

Méthodologiste passionné ayant plus de 10 ans d'expérience, il a accompagné la conception, la supervision, la gestion et la valorisation de plus d'une dizaine de projets et programmes sociaux et de santé publique. Il a acquis des compétences et de l'expérience dans différents domaines en collaborant avec différents acteurs. Titulaire d'un doctorat en santé publique, ses derniers travaux démontrent son engagement et son expertise en évaluation de programmes, en particulier ceux qui promeuvent la participation des communautés. Ces travaux portent particulièrement sur l'utilisation des méthodes quantitatives à des fins évaluatives et d'aide à la décision dans le cadre de programmes multi-acteurs. Il rejoint la chaire GESTA pour mettre à profit son expérience et son expertise, en particulier dans la coordination du volet quantitatif. Il a publié en lien avec la thématique du colloque 1) *Meyer,*

J.-B., Ravalihasy, A., Pilon, M., Giraud, G., & Kim, H. (2022a). *EXPLORER L'AVENIR POUR UNE UNIVERSITE AFRICAINE DURABLE*. et 2) Meyer, J.-B., Ravalihasy, A., Pilon, M., Giraud, G., & Kim, H. (2022b, juin 9). *Explorer l'avenir pour une université africaine durable Unesco WHEC 2022 Exploring the future for a sustainable african university*.

Gilles RÉANT

Gilles Réant est Directeur Business Innovation, en charge de la conception de nouveaux produits et services de paiement innovants. Avec plus de 18 ans d'expérience dans le paiement électronique et une passion particulière pour les Fintechs, il supervise actuellement l'identification de nouveaux leviers de croissance pour HPS. Il a dirigé l'équipe Recherche & Développement pendant 7 ans et a créé avec eux une dizaine de projets innovants dans les services financiers mobiles et l'Open Banking, répondant à divers besoins en termes de solutions financières, tels que la banque mobile, le paiement mobile, le transfert d'argent et le point de vente mobile. Gilles a également été Directeur Produit d'un établissement de paiement français destiné aux marketplaces ainsi qu'aux acteurs de l'économie participative. Avant de rejoindre HPS en 2009, Gilles a co-inventé une solution d'authentification par code-barres. Il est titulaire d'un diplôme d'ingénieur de l'école Polytech' Nice-Sophia.

More info on <https://linkedin.com/in/reant>

S

Grazia SCARFÒ

Grazia Scarfò, sociologue italienne, est professeure de sociologie à l'Ecole Hassania des Travaux Publics, école d'ingénieurs de Casablanca au Maroc, où elle vit depuis 1994. Elle travaille depuis des années sur des problématiques liées à la reproductions des élites à travers l'angle d'entrée de la mobilité scolaire et socio-professionnelle, ainsi que sur les professions et le genre. Dans son dernier ouvrage - (2023), *Être ingénieur au Maroc. Diplômes et pouvoir*, Karthala, Paris – qui traite de l'accès aux élites dirigeantes du Maroc, la question de la discrimination professionnelle de genre est affrontée tout particulièrement. Elle a co-dirigé un autre ouvrage en 2015 - avec M. de Saint Martin et K. Mellakh, *Étudier à l'Est, Expériences de diplômés africains*, Karthala, Paris – dans lequel la problématique liée au genre est encore présente, comme elle l'est dans tous ses écrits en tant que l'une des entrées centrales et structurantes de ses analyses.

Mohamed SMANI

Mohamed Smani est actuellement directeur de "R-D Maroc" (Association Marocaine pour la Recherche – Développement), membre de l'Académie Française des Technologies, membre du Conseil d'administration du CNESTEN et coordonnateur de son Comité Scientifique Externe. Il a été membre du comité scientifique et technique de l'institut mondial du phosphate, du conseil d'administration du CNRST (Centre National pour la Recherche Scientifique et Technique), du Conseil Supérieur de l'éducation, la Formation, et la recherche scientifique et membre de l'Académie Hassan 2 des Sciences et Techniques. Monsieur Mohamed Smani a commencé sa carrière comme ingénieur de recherche au CNRS à Nancy (1969-1973) puis à Paris (1973-1974). Il a rejoint ensuite le groupe OCP à la direction de la production, puis à la direction du développement en tant que chef du projet pour la conception et la mise en place d'« un Centre d'étude et de recherche sur les phosphates pour le Groupe OCP ». Il a été ensuite directeur de ce centre dénommé CERPHOS, en tant qu'une filiale du Groupe OCP. Monsieur Mohamed SMANI est Ingénieur, lauréat de l'Ecole Nationale supérieure de Géologie de Nancy et docteur Ès Sciences physiques de l'Université de Nancy.

T

Lamya Taimouri

Lamya Taimouri est Directrice du Pôle Expertise Agricole et Développement Durable au Crédit Agricole du Maroc. Elle pilote des stratégies de financement et d'accompagnement au service des filières agricoles durables, de la transition verte, du développement rural et de l'inclusion économique. Son expertise porte notamment sur la

structuration des chaînes de valeur agri-agro, la finance durable ainsi que les dispositifs d'appui aux agriculteurs et aux territoires ruraux. Elle porte également, au sein du Pôle, une approche intégrée du genre visant à renforcer l'inclusion et l'autonomisation économique des femmes, notamment en milieu rural, à travers les politiques d'accompagnement, les mécanismes de financement et les initiatives de développement agricole durable.

V

Éric VERDIER

Eric Verdier est sociologue et économiste de la formation et du travail, Eric Verdier est directeur de recherche émérite au Cnrs, au Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (Aix-Marseille Université). Récemment, il a co-dirigé deux numéros de la revue Formation Emploi consacrés au « Maroc : entre dynamiques éducatives et segmentation du marché du travail » : 1. « Diversité des modes d'insertion des jeunes et mise à l'épreuve du dispositif de formation professionnelle » (n°172, 4/2025) 2. « Entre informalité de l'emploi et aléas de la gestion de la main d'œuvre par les entreprises » (n°173, 1/2026). Voir notamment : « *Diversification des parcours d'apprentissage des lauréats de la formation professionnelle marocaine : de nouvelles inégalités ?* » (avec H. Rachik), Formation Emploi n°172, 121-144, 2025. et « *Distribution des salaires et segmentation du salariat marocain : l'emploi informel, choix ou contrainte ? L'apport d'un modèle à mélange fini avec correction du biais de sélection* » (avec S. Hanchane et M. Ziroili), Formation Emploi n°173, 90-118, 2026.

W

Madeleine WAYACK-PAMBÉ

Madeleine Wayack-Pambé est démographe, Maître de Conférence à l'Université Joseph KI-ZERBO. Elle travaille plus particulièrement sur les thèmes suivants : genre ; scolarisation ; transformations sociales et systèmes de genre dans les sociétés urbaines africaines.

Z

Aïcha ZAÏMI SAKHRI

Aïcha Zaïm Sakhri est Présidente de l'Association pour la Promotion de la Culture de l'Égalité (APCE), fondatrice et directrice éditoriale d'Egalitémag.com ainsi que conceptrice et organisatrice des Assises du Féminisme au Maroc. De profession journaliste et éditorialiste, elle est figure centrale du féminisme médiatique au Maroc, avec un engagement depuis plus de trente ans au service de l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle a co-fondé « Femmes du Maroc », elle a dirigé la publication d'« Illi », chroniqueuse à M24 avec l'émission « Horrates », et a accompagné toutes les étapes des débats féminins dans les médias nationaux. En 2023, elle fonde Egalitémag.com, un média indépendant, féministe et engagé qui couvre l'actualité des droits des femmes, propose des analyses, des portraits, des éditos engagés et des chroniques thématiques, tout en assurant une veille critique sur les politiques publiques et les discours institutionnels.

Elle est régulièrement sollicitée pour son expertise sur les questions liées à l'égalité, à la réforme du Code de la famille, aux violences économiques, à la place des femmes dans les médias ou encore aux enjeux générationnels du militantisme féministe.

Sanaa Zebakh

Sanaa Zebakh, titulaire d'un doctorat en sciences agronomiques et agroalimentaires (IAV Hassan II), est actuellement enseignante en biotechnologies à l'Université Ibn Tofaïl. Ses centres d'intérêt portent sur l'agriculture et le développement durable, la politique de recherche et d'innovation, l'entrepreneuriat, la gestion des connaissances, la diplomatie scientifique et la question du genre en science. Elle cumule plus de 24 ans d'expérience dans la politique scientifique, la gouvernance de la recherche, l'innovation et la coopération internationale. Experte reconnue des relations UE-Maroc et du dialogue euro-méditerranéen en science et technologie, elle a contribué à

plus de 30 projets européens (Horizon Europe, Erasmus+, EuropeAid) et intervient régulièrement comme évaluatrice internationale (PRIMA, BIODIVERSA, HCERES). A partir de 2022, elle a dirigé la coopération et le partenariat au ministère marocain de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation. À ce titre, elle a élaboré des stratégies internationales, géré des programmes financés dans le cadre de la coopération UE–Maroc. Auparavant, à l'IAV Hassan II, elle a œuvré au développement de la coopération internationale et de l'innovation, et initié le premier incubateur AgriFood Tech en partenariat avec l'UM6P.

Sara ZOUIRI

Sara Zouiri est économiste et chercheuse au Haut-Commissariat au Plan du Maroc, où elle travaille sur les études d'impact et la simulation des politiques économiques et sociales. Titulaire d'un doctorat en sciences économiques de l'Université Mohammed V de Rabat, ses travaux portent principalement sur l'économie informelle, la productivité, le marché du travail, les inégalités et l'autonomisation économique des femmes. Elle s'intéresse également à la modélisation macroéconomique, aux modèles d'équilibre général calculable et aux approches quantitatives appliquées à l'évaluation des politiques publiques et au développement inclusif. Elle a contribué à plusieurs rapports et publications portant sur les transformations économiques et le développement inclusif. Deux publications majeures en lien avec la thématique du colloque : 1/ El Faiz, Z., & Zouiri, S. (2022). Le marché de travail marocain : Structure, dynamique et impact de la pandémie Covid-19. In E. Ezzahid (Ed.), Impact de la pandémie Covid-19 sur l'économie marocaine – Volume I : Contexte et évolution. Université Mohammed V. et 2° HCP (2025). Toward Inclusive Development in Morocco: Policy Pathways for Enhancing Women's Economic Participation.

La Chaire UNESCO UM5R & IRD Pour l'égalité des genres dans l'éducation et l'emploi scientifiques et techniques (GEST2E)

Présentation

Créée en partenariat par l'Université Mohammed V (Faculté des Sciences de l'Éducation) et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD en coopération avec l'UNESCO, La « Chaire UNESCO pour l'égalité des genres dans l'éducation et l'emploi scientifiques et techniques » a pour objectif de :

- Développer la recherche et la formation dans les domaines de l'éducation et de l'emploi scientifiques et technologiques ;
- Produire de la connaissance et des données sexospécifiques afin de mieux faire connaître les inégalités auxquelles les femmes sont confrontées au cours de leur formation, leur insertion et leurs parcours professionnels ;
- Alimenter les réflexions dans le champ des études de genre et sur les femmes en montrant l'importance des approches sexospécifiques dans la production des connaissances ;
- Accompagner les politiques publiques et les acteurs économiques dans l'élaboration des projets, programmes et actions sensibles au genre, visant à garantir l'équité dans les sociétés africaines ;
- Coopérer étroitement avec l'UNESCO, les autres chaires UNESCO et les réseaux Unitwin en faveur d'une science au service de l'humain, de la diversité culturelle, de l'éducation, ainsi qu'en faveur de la promotion de sociétés inclusives et justes , en particulier dans la promotion de l'égalité de genre dans l'éducation et par l'éducation en Afrique.

In fine ses activités aboutiront à la mise en place l'Observatoire international : *Genrer les diagnostics éducatifs et professionnels depuis l'Afrique* qui mettra à disposition des institutions de recherche, des décideurs et de l'ensemble des acteurs économiques et sociaux des pays concernés des outils de recherche et de production de données sexospécifiques, d'actions de sensibilisation et d'essaimage, ainsi que des formations pour consolider les plans nationaux de parité et d'équité mis en place au cours des quinze dernières années dans plusieurs pays du continent en particulier au Maghreb, au Sahel et dans l'Ouest Africain.

**Les femmes dans la formation et l'emploi scientifique et technologique :
un enjeu de justice sociale et de justice épistémique**

« Depuis plus d'une décennie, dans plusieurs pays d'Afrique, la place des femmes dans la société est devenue une cause nationale, un critère central dans les partenariats internationaux au niveau des droits humains, du développement durable (ODD 4, 5, 8, 10, 16) et renouvelle les débats intellectuels et scientifiques internationaux sur les questions de genre. En effet, malgré l'essor important de la réussite des femmes dans des systèmes éducatifs qui restent inégalitaires, les femmes sont confrontées à de nombreux freins au cours de leurs formations et de leurs parcours professionnels en particulier dans les domaines scientifiques et technologiques

Dans ce contexte **la transformation de nos sociétés en des sociétés plus inclusives est imbriquée à celle de la transformation des sciences et des technologies où la reconnaissance et la requalification des savoirs portés par les femmes scientifiques et technologues sont centrales pour construire les solutions techniques et politiques appropriées pour atteindre les ODD.** Or, si les recherches sur le genre ont montré que les femmes font davantage l'expérience de manque de soins, de violences, de manque de formation professionnelle, des effets de la dégradation de l'environnement, ainsi que de discriminations, les injustices sociales et épistémiques dans les domaines scientifiques et techniques comme lieu de formation, de travail et de production et de diffusion de la connaissance commencent à peine à être révélées.

La Chaire UNESCO pour l'égalité des genres dans l'éducation et l'emploi scientifiques et techniques interroge ces inégalités multifactorielles dans leur complexité et fera émerger des réponses transversales, ancrées localement et connectées à l'internationale, seule condition qui permettra d'identifier et de caractériser les verrous et de construire les leviers pour atteindre l'égalité effective entre les femmes et les hommes dans l'éducation et l'emploi scientifiques et techniques. »

La « Chaire UNESCO pour l'égalité des genres dans l'éducation et l'emploi scientifiques et techniques » questionne et analyse :

1/ les freins, voir les verrous, auxquelles sont confrontés les femmes lors de leur parcours de formation et de vie professionnelle pour faire mieux connaître les inégalités dont les femmes font l'expérience au cours de leur formation, leur insertion et leurs parcours professionnels ;

2/ les articulations et les tensions entre les ancrages nationaux des politiques publiques visant la promotion des femmes et leur connexion aux normes internationales de genre promues par les organismes internationaux et afin d'appuyer les politiques publiques et les acteurs économiques visant la promotion des femmes dans les domaines des sciences et des technologies ;

3 / la formation et la recherche dans le champ des études de genre et sur les femmes afin d'alimenter notamment les réflexions sur la place des approches sexospécifiques dans la production des connaissances et sur la requalification des savoirs portés par les femmes scientifiques et technologues dans le développement durable.

Résultats attendus de la Chaire

- Construction du consortium multi-acteurs et paritaire femmes-hommes ;
- Production, diffusion et échanges des savoirs entre milieux de la recherche, acteurs & actrices concernées et experts internationaux ;
- Production de recommandations et appui pour une gouvernance genrée de l'éducation et de l'emploi scientifiques et technologiques ;
- Renforcement de la coopération internationale inclusive depuis l'Afrique ;
- Renforcement des capacités ;
- Renforcement des liens Sciences-Sociétés.

Organisation de la Chaire :

La Chaire associe des institutions académiques, acteurs institutionnels, acteurs économiques et de la société civile ainsi que les organisations internationales, au sein d'un consortium multi-acteurs, participatif et durable, espace de compréhension mutuelle et de co-production des connaissances :

- *Institutions d'enseignement supérieur et de la recherche scientifique :*
 - Faculté des Sciences de l'Éducation (FSE-UMV de Rabat) ;
 - Institut de Recherche pour le Développement (IRD) ;
 - Institut National de Statistique et d'Économie Appliquée (INSEA).
- *Départements ministériels et institutions nationales :* MENPS ; MIEPEEC ; MESRI ; MSISF ; HCP ; CNESC.
- *Organisations non gouvernementales :* Fondation du Roi Abdul Aziz Al Saoud ; R&D Maroc ; AFEM.

Financement

Faculté des Sciences de l'Éducation (FSE-UMV de Rabat) ;

Institut de Recherche pour le Développement (IRD) ;

SCAC-Ambassade de France (2025-2026) ;

AUF Europe Occidentale (2025-2026) ;

Co-titulaires de la Chaire

Professeur, Fatima OUAHMI, Maître de Conférences Habilité, Faculté des Sciences de l'Éducation - Université Mohamed V, Rabat. email : fatima.ouahmi@fse.um5.ac.ma	Professeur Mina KLEICHE DRAY, Directrice de recherche HDR, CEPED (Université Paris cité - IRD), Paris. email : mina.kleiche-dray@ird.fr
---	--



جامعة محمد الخامس بالرباط Université Mohammed V de Rabat كلية علوم التربية Faculté des Sciences de l'Éducation	FD Déployer la recherche Partager la science Transformer l'avenir	Ceped UMR 196 Centre Population & Développement Univ. Paris Cité · IRD Univ. Sorbonne Paris Nord · Inserm	AMBASSADE DE FRANCE AU MAROC Liberté Égalité Fraternité Institut Français Maroc	AUF Agence UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE
---	--	--	--	--